

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1232

25 mai 2013

SOMMAIRE

421 S.A.	59094	Expansion Capital S.A.	59092
Aberdeen Balanced Lux 1 S.à r.l.	59097	FE Capital S.à.r.l.	59092
Aberdeen Germany B S.à r.l.	59097	GeneMoRe Holding S.A.	59099
A+C Bau GmbH	59096	Groupe Arak S.A.	59135
Accessoires	59098	Groupe Raco S.A.	59135
Aerospace Defense Group Associates S.A.	59094	GS 8 S.à r.l.	59093
Altadis Promotion International S.A.	59096	Imperial Liquid Shipping Lux	59099
A. Menarini Participations Dresden S.A.	59097	Imperial Shipping GmbH	59099
Andreas Portfolio S.à r.l.	59095	Invest Solutions S.à r.l.	59090
ARISA Ré	59096	IWI Holding S.A.	59099
Athena Holding S.A.	59094	Lombard Odier (Europe) S.A.	59103
Auto-Ecole Mathieu G.m.b.h.	59095	Medimmo-International S.à r.l.	59090
Auto-Ecole Mathieu G.m.b.h.	59095	Mondial World Soparfi S.A.	59097
Bamolux S.à r.l.	59095	Next Estate French Income and Develop- ment Fund	59099
Bauer Succ. Oliveira & Justo S.à r.l.	59095	Pearson Luxembourg N°. 1.	59090
Cavalou Sàrl	59096	Pronech S.à r.l.	59098
Central Park SA	59090	Q.I.M. S.A.	59098
Cinquanteneuf S.A.	59091	RJ - Renovation Sàrl	59135
Crystal Vision Holdings S.A.	59091	SL II NXP S.à r.l.	59099
Eiffel PT 2 S.A.	59093	SunEd Reserve Luxco Holdings	59093
Eiffel PT 2 S.A.	59092	SunEd Reserve Luxco Parent V	59094
EM Promotions, S.à r.l.	59091	S.u.P. Taurus SICAV-FIS	59136
e-shelter Berlin 1 S.à r.l.	59096	Syndicat d'Initiative de la Commune de Pé- tange	59094
e-shelter Frankfurt 1 S.à r.l.	59096	Turaz Global TRM S.à r.l.	59098
EUR-ASIA Invest S.A.	59093	Valbay International S.A.	59098
European Services and Equipment S.à r.l.	59092		

Pearson Luxembourg N°. 1., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 100.137.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 décembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013041355/13.

(130050740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Medimmo-International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3739 Rumelange, 40, rue des Martyrs.

R.C.S. Luxembourg B 172.587.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013041308/14.

(130050825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Invest Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 160.728.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/03/2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013041213/12.

(130050814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Central Park SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 85.224.

Il résulte des décisions prises lors de l'assemblée générale tenue à Luxembourg en date du 27 février 2012 que le mandat de commissaire aux comptes Gama Directorship Limited, ayant son siège social à P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, inscrite auprès du registre de commerce des Iles Vierges Britanniques sous le numéro IBC 597049, a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 avril 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013045466/15.

(130055676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Cinquanteneuf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 59, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 129.539.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 05.04.2013

Les actionnaires de la société CINQUANTENEUF S.A. réunis le 05.04.2013 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. L'administrateur GREENLINE INVESTMENTS S.A. est représenté par Madame Liudmila KUCHEROVA née le, 07.11.85 à Leningrad (RUSSIE), demeurant à 2-1-277, Turkustr., RUS – 192242 Saint Petersburg (RUSSIE).
2. Transfert du siège social de l'administrateur GREENLINE INVESTMENTS S.A. au 59, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 05.04.2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013045473/17.

(130055486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Crystal Vision Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 59, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 109.861.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 05.04.2013

Les actionnaires de la société CRYSTAL VISION HOLDINGS S.A. réunis le 05.04.2013 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. L'administrateur GREENLINE INVESTMENTS S.A. est représenté par Madame Liudmila KUCHEROVA née le, 07.11.85 à Leningrad (RUSSIE), demeurant à 2-1-277, Turkustr., RUS – 192242 Saint Petersburg (RUSSIE).
2. Transfert du siège social de l'administrateur GREENLINE INVESTMENTS S.A. au 59, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 05.04.2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013045479/17.

(130055378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

EM Promotions, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 122.158.

Il résulte des derniers actes de cession des parts sociales que la répartition du capital est dorénavant la suivante:

AUTOWORKS S.à r.l., ayant son siège social L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.	834 parts
Total	834 parts

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 10 avril 2013

Les associés décident de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle vers L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

Il est également porté à la connaissance des tiers les points suivants:

- L'adresse professionnelle de Monsieur Frédéric DEFLORENNE, gérant, est dorénavant la suivante: 30, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Frédéric DEFLORENNE

Gérant

Référence de publication: 2013046705/20.

(130057084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

FE Capital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 110.160.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

FE Capital S.à r.l

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2013046721/14.

(130057266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Expansion Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 164.231.

Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique en date du 22 février 2013:

1) Yves MILLE, administrateur unique, demeurant 07, rue Chevert, F-75007 Paris (France), a décidé de transférer le siège social de la société au 5, rue de Bonnevoie L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EXPANSION CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2013046714/12.

(130056918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

ESE S.à r.l., European Services and Equipment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 112.910.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 10 avril 2013

Les associés décident de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle vers L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Frédéric DEFLORENNE

Référence de publication: 2013046712/13.

(130057049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Eiffel PT 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 172.897.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 11 avril 2013

1. La démission de Madame Séverine DESNOS avec effet au 11 avril 2013.

2. L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire:

- Monsieur Frédéric DEPIREUX (employé privé), demeurant professionnellement au 18 rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg, avec effet au 11 avril 2013.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur, mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013046700/15.

(130057328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

GS 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 159.634.

Constituée par devant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 mars 2011, acte publiée au Mémorial C no 1316

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GS 8 S.à r.l.

Maxime Nino

Gérant

Référence de publication: 2013046752/14.

(130056925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Eiffel PT 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 172.897.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 11 avril 2013

Est nommé président du conseil d'administration, la durée de son mandat sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles:

- Monsieur Laurent WEIS, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046701/13.

(130057328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

EUR-ASIA Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8805 Rambrouch, 33, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 146.240.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2013046710/12.

(130057390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

SunEd Reserve Luxco Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 153.920.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L120090091 en date du 4 juin 2012.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SunEd Reserve Luxco Holdings

Pour Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013046972/15.

(130056988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

SunEd Reserve Luxco Parent V, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 160.276.

—
RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la référence L120158896 en date du 14 septembre 2012.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SunEd Reserve Luxco Parent V

Pour Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013046973/15.

(130057036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Syndicat d'Initiative de la Commune de Pétange, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4756 Pétange, 2, Place du Marché.
R.C.S. Luxembourg F 5.453.

—
Modification de l'article 7 des Statuts du SYNDICAT D'INITIATIVE DE LA COMMUNE DE PETANGE à l'assemblée générale extraordinaire du 19 mars 2013

Administration

Art. 7. La direction de l'association incombe au Conseil d'Administration qui se compose de 9 associés au moins et de 21 associés au plus, à savoir: un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier ainsi que des assesseurs.

Le Conseil d'Administration est élu pour la durée de 4 années par l'assemblée générale et est renouvelé par moitié, tous les deux ans. En cas d'élections, la majorité simple décide. Tout associé sortant est rééligible. Toutes les fonctions sont honorifiques.

Référence de publication: 2013046975/15.

(130056882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Athena Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.047.

—
Le bilan au 30.06.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013047145/14.

(130058080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

**ADGA, Aerospace Defense Group Associates S.A., Société Anonyme,
(anc. 421 S.A.).**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 146.812.

—
Le Bilan arrêté au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013047129/10.

(130057594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Auto-Ecole Mathieu G.m.b.h., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7322 Steinsel, 11, Montée Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 52.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE GERANT

Référence de publication: 2013047149/10.

(130057796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Auto-Ecole Mathieu G.m.b.h., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7322 Steinsel, 11, Montée Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 52.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE GERANT

Référence de publication: 2013047150/10.

(130057797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Bamolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 5, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 13.972.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BAMOLUX Sarl

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013047164/11.

(130057792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Bauer Succ. Oliveira & Justo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5551 Remich, 13, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 134.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BAUER SUCC. OLIVEIRA & JUSTO S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013047165/11.

(130057771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Andreas Portfolio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 112.693.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013047121/12.

(130057519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

e-shelter Berlin 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 127.450.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047101/9.

(130057657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

e-shelter Frankfurt 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 76.501.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047102/9.

(130057656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

A+C Bau GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.296.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047104/9.

(130058026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Altadis Promotion International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 96.815.

Les comptes annuels au 30.09.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047110/9.

(130057825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

ARISA Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 56.730.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047139/9.

(130057856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Cavalou Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 116.553.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047194/9.

(130057937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Aberdeen Balanced Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 119.592.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le vendredi 29 mars 2013.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2013042096/13.

(130051629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Aberdeen Germany B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 156.393.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le vendredi 29 mars 2013.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2013042098/13.

(130051631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

A. Menarini Participations Dresden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 116.223.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 mars 2013.

Référence de publication: 2013042094/10.

(130051539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Mondial World Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 154.390.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société MONDIAL WORLD SOPARFI Sàrl qui s'est tenue au siège social de la société le 06 mars 2013 que:

- La société transfère son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt à L-1717 Luxembourg.
 - Est nommé en tant que second gérant Monsieur LO PRESTI Ludovic, né le 29 mai 1980, à VERVIERS, BELGIQUE, demeurant professionnellement à 20, rue Glesener, L-1630, LUXEMBOURG, pour une durée indéterminée.
 - La société sera uniquement engagée par la co-signature des deux gérants dans le cadre de la gestion journalière.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 avril 2013.

Pour MONDIAL WORLD SOPARFI Sàrl

LPL Expert-Comptable Sàrl

Référence de publication: 2013046298/18.

(130056213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Valbay International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 101.930.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013041518/10.

(130051152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Turaz Global TRM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 164.587.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013041481/10.

(130050409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Q.I.M. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 163.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013041387/10.

(130051191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Pronech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 97.267.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 décembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013041383/13.

(130050720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Accessoires, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 118.352.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013044247/11.

(130054186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Next Estate French Income and Development Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Il est rappelé que conformément aux dispositions du Règlement de gestion de Next Estate French Income and Development Fund, la société de gestion Next Estate French Income and Development Fund Management S.à r.l. a été liquidée par acte notarié en date du 22 décembre 2001 entraînant de facto la liquidation du fonds Next Estate French Income and Development Fund.

FIDUPAR

Signature / Jacqueline Quintric

Référence de publication: 2013065140/1172/11.

**IWI Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. GeneMoRe Holding S.A.).**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 76.238.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2013.

Référence de publication: 2013043178/11.

(130052684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

SL II NXP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 154.550.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2013.

Référence de publication: 2013043342/10.

(130052829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Imperial Shipping GmbH, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 37, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 59.931.

Imperial Liquid Shipping Lux, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 37, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 172.314.

I. Hintergrund:

1. Die Imperial Shipping GmbH, (nachfolgend auch „Imperial Shipping GmbH“ oder „Muttergesellschaft“) ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts („Société à responsabilité limitée“) mit Sitz in Wasserbillig, eingetragen im Handels und Gesellschaftsregister Luxembourgs („Registre de Commerce et des Sociétés“ - „R.C.S.“) unter der Nummer B 59.931.

Die Imperial Shipping GmbH wurde ursprünglich mit notariellem Akt am 10. Juli 1997 vor Me Alphonse LENTZ, Notar mit Amtssitz in Remich, unter der Firmenbezeichnung HANIEL SHIPPING GmbH als Ein-Mann-GmbH gegründet. Die Gesellschaftsstatuten wurden seither mehrfach geändert, zuletzt am 17. April 2008 vor Me Martine SCHAFTEER, Notarin mit Amtssitz in Luxembourg.

Das Stammkapital der Imperial Shipping GmbH ist vollständig eingezahlt.

2. Die Gesellschaft ist auf dem Gebiet der Binnenschifffahrt tätig.

Die Imperial Shipping GmbH betreibt drei getrennte Geschäftsbereiche, nämlich die Trockenschifffahrt, die Tank-schifffahrt und die Schubschifffahrt. Jeder dieser drei Teilbereiche wird in einzelnen und abgegrenzten „Profitcentern“ erfasst und wird jeweils als eigenständige Einheit behandelt.

3. Am 22. Oktober 2012 gründete die Imperial Shipping GmbH als alleinige Gesellschafterin die Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. (nachfolgend auch die „Tochtergesellschaft“ oder „Imperial Liquid“)

Die Tochtergesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz und eingerichteten Geschäftsbetrieb in Wasserbillig.

Das Stammkapital der Imperial Liquid ist voll eingezahlt; eine Änderung der Statuten fand seit der Gründung nicht statt.

4. Gesellschaftszweck der Imperial Liquid ist der Bereich der Tankschifffahrt, der bisher auch von der Muttergesellschaft verfolgt wird.

Zweck der Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. sind vornehmlich „sämtliche industriellen, kommerziellen und finanziellen Tätigkeiten oder Rechtshandlungen in Bezug auf bewegliches oder unbewegliches Vermögen, sowie insbesondere der Gütertransport (Flüssige Güter hier Gase, Säuren, Laugen, petrochemische Produkte, etc.) auf den Binnenwasserstraßen im grenzüberschreitenden Verkehr mit Tankschiffen“.

II. Gemeinsamer Beschluss der Geschäftsführungen der Imperial Shipping GmbH und der Imperial Liquid:

Entwurf der Einbringung des Teilbetriebs der Tankschifffahrt

1. Vor dem Hintergrund des Vorgesagten, haben die Geschäftsführungen der Mutter- und der Tochtergesellschaft gemeinsam und übereinstimmend beschlossen, dass der Bereich der Tankschifffahrt im Rahmen einer Teilbetriebseinbringung („apport d'une branche d'activité“) von der Imperial Shipping GmbH in die Imperial Liquid eingebracht werden soll; der entsprechende Teilbetrieb soll fortan von der Tochtergesellschaft mit allen Rechten und Verbindlichkeiten, ohne Ausnahmen, übernommen und fortgeführt werden.

2. Diese Teilbetriebseinbringung soll entsprechend dem gemeinsamen Beschluss beider Gesellschaften gemäß Art. 308bis-3 des luxemburgischen Gesetzes über die luxemburgischen Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 (Gesetz von 1915) nach Maßgabe der Art. 285 bis 308 (mit Ausnahme des Artikels 303) erfolgen.

Dementsprechend finden die Vorschriften über eine steuerneutrale Gesellschaftsspaltung Anwendung; zudem findet ein gesetzlicher Übergang aller Vertragsverhältnisse von der Muttergesellschaft auf die Tochtergesellschaft statt, sofern diese in Bezug zu dem einzubringenden Teilbetrieb stehen, ohne jedoch, dass durch den Vorgang der Einbringung die Muttergesellschaft aufgelöst würde; beide Gesellschaften bestehen fortan vielmehr nebeneinander fort.

3. Die Gesellschafter beider Gesellschaften sind dementsprechend aufgerufen, die Einbringung des Teilbetriebes nach Maßgabe des Abschnittes XV, Unterabschnitt II des Gesetzes von 1915 im Rahmen einer außerordentlichen, allgemeinen Gesellschafterversammlung zu beschließen, die frühestens einen Monat nach Veröffentlichung dieser Teilbetriebseinbringung einberufen und stattfinden wird.

4. Die Einbringung des Teilbereiches der Tankschifffahrt soll buchhalterisch mit Wirkung zum 1. Januar 2013 erfolgen. Die Übertragung der Wirtschaftsgüter und der unterschiedlichen Bilanzpositionen soll dabei zu Buchwerten erfolgen.

Steuergutschriften aus oder in Zusammenhang mit dem Bereich der Tankschifffahrt sollen gleichfalls zu diesem Stichtag, soweit möglich, auf die Tochtergesellschaft übertragen werden.

5. Im Gegenzug für die Einbringung dieses Teilbetriebes soll das Stammkapital der Gesellschaft der Tochtergesellschaft um EUR 12.500,- erhöht werden; dementsprechend wird die Tochtergesellschaft 100 neue Anteile mit einem Nominalwert von EUR 125,- je Anteil herausgeben.

Sofern der Buchwert der eingebrachten Wirtschaftsgüter (abzüglich der von der Tochtergesellschaft übernommenen Verbindlichkeiten) den Nominalwert der neu zu schaffenden Anteile übersteigt, soll diese Differenz durch eine Ausgabepremie („prime d'émission“) ausgeglichen werden.

Sämtliche so entstandenen Gesellschaftsanteile sollen von der Muttergesellschaft gezeichnet und auf diese übertragen werden.

6. Angesichts der Tatsache, dass es sich bei beiden Gesellschaften um Gesellschaften mit beschränkter Haftung („S.à.r.l.“) handelt, kann und soll von einer Bewertung des Teilbetriebes durch einen luxemburgischen „Réviseur d'Entreprise“ abgesehen werden.

7. Die neu entstandenen Gesellschaftsanteile sollen im Gesellschafterregister der Tochtergesellschaft auf den Namen der Imperial Shipping GmbH eingetragen werden, sobald die Tochtergesellschaft die Aufnahme des Teilbetriebes im Rahmen einer Kapitalerhöhung durch die außerordentliche allgemeine Gesellschafterversammlung beschlossen hat.

8. Die neu entstehenden Gesellschaftsanteile werden die gleichen gesellschaftlichen Rechte wie die bereits bestehenden Anteile verleihen. Diese Rechte sollen mit Wirkung zum 1. Januar 2013 wirksam werden und ab diesem Zeitpunkt zur einer Teilhabe am Gewinn der Tochtergesellschaft berechtigen.

Die 100 Anteile sollen die gesamte Gegenleistung für die Einbringung des Teilbetriebes der Tankschifffahrt darstellen; andere Anteils- oder Genussscheine oder sonstige Rechte werden nicht zuerkannt oder ausgegeben.

9. Im Zusammenhang mit der Anteilseinbringung werden weder der Geschäftsführung noch den Buchprüfern der Tochtergesellschaft Vorzugs-, Anteils- oder Genussrechte eingeräumt.

10. Die Tochtergesellschaft übernimmt - sofern nicht bereits zuvor so (einzelnvertraglich) vereinbart - sämtliche Binnenschiffer der Muttergesellschaft, die im und für den Bereich der Tankschifffahrt angestellt waren.

Die Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. übernimmt in diesem Zusammenhang auch die für den Teilbereich der Tankschifffahrt vereinbarten Sozialleistungen und bestehenden Sozialzusatzleistungen und die hieraus entstandenen Verpflichtungen, die zuvor von der Muttergesellschaft im Bereich der Tankschifffahrt gewährt worden waren.

11. Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Muttergesellschaft zum 31. Dezember 2012 wurden entsprechend der als Anlage beigefügten Bilanz festgestellt.

Zeichnung des erhöhten Kapitals

Sämtliche 100 Anteile (zuzüglich einer etwaigen Ausgabeprämie („prime d'émission")), die einer Kapitalerhöhung von 12.500 Euro entsprechen, sollen wie folgt gezeichnet werden:

Imperial Shipping GmbH: 100 Anteile

Einzahlung der Kapitalerhöhung

Die Kapitalerhöhung in Höhe von EURO 12.500,- (einschließlich der etwaigen Ausgabeprämie („prime d'émission")) soll durch die Einbringung des Teilbetriebes der Tankschifffahrt wie oben dargestellt erbracht werden.

Die Tochtergesellschaft übernimmt mithin mit Wirkung zum 01. Januar 2013 ausnahmslos alle Aktive und Passiva aus der Bilanz der Muttergesellschaft, die mit dem Teilbereich der Tankschifffahrt in Verbindung stehen oder diesem zugewiesen wurden.

Die entsprechenden Bilanzen werden im Rahmen einer allgemeinen Generalversammlung der Gesellschafter festgestellt und verabschiedet werden. Diese Bilanzen werden die entsprechenden, auf die Tochtergesellschaft zu übertragenden Bilanzpositionen abschließend festsetzen.

Demnach übernimmt die Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. nach derzeitiger Aufteilung der entsprechenden Bilanzposition aus der Bilanz der Muttergesellschaft die folgende Positionen in ihre Bilanz nach Luxembourg GAAP und führt diese dort fort:

Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen in Höhe von	-934.988,62
Sachanlagen	2.093.382,40
Abschreibungen für Abnutzungen	-1.858.323,75
Forderungen gegenüber Kunden und verbundene Konten in Höhe von	1.011.017,00
Sonstige Forderungen - Sonst. Verbindlichkeiten in Höhe von	339.237,13
Zu zahlende Löhne und Gehälter in Höhe von	-6.183,00
Kassenbestände in Höhe von	20.565,24

Diese Positionen werden aus den entsprechenden Positionen der Bilanz der Muttergesellschaft ausgeklammert und in die entsprechenden Bilanzpositionen der Tochtergesellschaft aufgenommen und dort fortgeführt.

Unter den Regelungen der IFRS Buchhaltung werden die folgenden, weiteren Korrekturen vorgenommen:

IFRS_Korrekturkonto Pensionen	-39.214,99
Abschreibungen IFRS_TMS Marina	-98.100,00
WB AFA IFRS_TMA Marina	357.533,20

Auch diese Positionen werden aus den Bilanzen der Muttergesellschaft ausgeklammert und fortan in den Bilanzen der Tochtergesellschaft übernommen und von dieser fortgeführt.

Die Frachtverträge (und alle damit in Verbindung stehenden Verträge wie Versicherungsverträge etc.) aus dem Teilbereich der Tankschifffahrt sollen - wie bereits dargestellt - gleichfalls auf die Tochtergesellschaft übertragen von der Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. fortgeführt werden.

Übertragung der Gesellschaftsanteile

Die 100 neu geschaffenen Gesellschaftsanteile sollen auf die alleinige Gesellschafterin, die Imperial Shipping GmbH, übertragen werden, die dann 200 Anteile an der Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. hält.

Anlage

Als Anlage zu diesem Entwurf werden die Bilanz der Imperial Shipping GmbH zum 31. Dezember 2012 sowie die Statuten der Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l. beigefügt, wie sie sich nach Einbringung des Teilbetriebs der Tankschifffahrt darstellen werden.

Luxembourg, den 14 Mai 2013.

Geschäftsführung der Imperial Shipping GmbH / Geschäftsführung der Imperial Liquid Shipping S.à.r.l.

Unterschriften

STATUTEN DER IMPERIAL LIQUID SHIPPING S.À.R.L. NACH EINBRINGUNG DES TEILBETRIEBES DER TANK-SCHIFFFAHRT

Art. 1. Es besteht fortan eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung zwischen dem Gründungsgesellschafter und allen weiteren, später hinzutretenden Gesellschaftern. Diese Gesellschaft unterliegt den Bestimmungen dieser Satzung und den gesetzlichen Regeln des Großherzogtums Luxemburg.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft sind sämtliche industriellen, kommerziellen und finanziellen Tätigkeiten oder Rechtshandlungen in Bezug auf bewegliches oder unbewegliches Vermögen, sowie insbesondere der Gütertransport (Flüssige Güter [hier Gase, Säuren, Laugen, petrochemische Produkte, etc.) auf den Binnenwasserstraßen im grenzüberschreitenden Verkehr mit Tankschiffen. Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industriellen und finanziellen Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf den Hauptzweck Bezug haben. Die Gesellschaft kann Niederlassungen sowohl im In-als auch im Ausland eröffnen.

Sofern es dem vorgenannten Unternehmensziel zuträglich oder förderlich ist oder erscheint, kann die Gesellschaft alle Rechtshandlungen vornehmen, die direkt oder indirekt mit der Gründung, Verwaltung, Führung oder Finanzierung von Unternehmen oder Gesellschaften, unter welcher Form auch immer, verbunden sind.

Die Gesellschaft kann sich namentlich mit allen Mitteln an anderen Unternehmen, Gesellschaften oder Geschäften mit einem identischen, ähnlichen oder verwandten Zweck beteiligen oder eine Zusammenarbeit mit derartigen Gesellschaften begründen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft wählt den Namen „Imperial Liquid Shipping Lux S.à.r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist Wasserbillig. Er kann durch Beschluss der Gesellschafter in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen im gesamten Großherzogtum Luxemburg sowie im Ausland errichten und unterhalten.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 25.000 (fünfundzwanzigtausend Euro), und ist aufgeteilt in 200 (zweihundert) Anteile von je EUR 125,- (hundertfünfundzwanzig Euro).

Art. 7. Jeder Anteil gibt Anrecht auf einen gleichen Anteil an den Aktiva und am Gewinn der Gesellschaft, entsprechend seinem Verhältnis zu den insgesamt ausgegebenen Gesellschaftsanteilen.

Art. 8. Die Gesellschaftsanteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Gemeinschaftliche Inhaber eines Anteils müssen sich gegenüber der Gesellschaft gemeinsam durch eine von ihnen bestimmte Person vertreten lassen.

Art. 9. Die Gesellschaftsanteile eines alleinigen Anteilseigners kann dieser frei übertragen, Sollten mehrere Gesellschafter vorhanden sein, bestimmt sich die Übertragbarkeit nach den Bestimmungen des Artikels 189 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die luxemburgischen Handelsgesellschaften.

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch den Tod ihres oder ihrer Gesellschafter nicht aufgelöst. Auch die Geschäftsunfähigkeit, die dauernde oder vorübergehende Zahlungsunfähigkeit oder die gerichtliche Entmündigung eines, mehrerer oder sämtlicher Gesellschafter führen nicht zur Beendigung der Gesellschaft.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten, die ihrerseits nicht Gesellschafter sein müssen.

Sollten mehrere Geschäftsführer bestellt sein, so bilden diese ein geschäftsführendes Gremium. Das Gremium wählt sich aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, der das Gremium leitet und für selbiges spricht. Das Gremium trifft seine Entscheidungen mit der einfachen Mehrheit seiner bestellten Mitglieder. Im Falle der Stimmengleichheit entscheidet das Votum des Vorsitzenden.

Die tägliche Geschäftsführung ist Aufgabe des Geschäftsführers oder des Gremiums.

Der Geschäftsführer oder die Mitglieder des Gremiums werden ernannt, abberufen und ersetzt durch einen Beschluss der Gesellschafter, der mit einer Mehrheit von mehr als der Hälfte des Gesellschaftskapitals erfolgen muss.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder das Gremium die unbeschränkte Befugnis, alle statthaften Handlungen vorzunehmen, die für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks nach Artikel 2 notwendig oder zweckdienlich sind.

Der Geschäftsführer oder das Gremium ist zuständig für alle Angelegenheiten, die nicht durch Gesetz oder die vorliegende Satzung ausdrücklich der Generalversammlung der Anteilsinhaber vorbehalten sind.

Namens und in Vollmacht der Gesellschaft hat der Geschäftsführer oder das Gremium gegenüber Dritten alle Befugnisse zur Vornahme aller Geschäfte des täglichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft.

Art. 13. Der Geschäftsführer oder die Mitglieder des Gremiums verpflichten sich durch ihre Unterschrift im Namen der Gesellschaft keinesfalls in eigener Person.

Art. 14. Der alleinige Gesellschafter übt alle Vollmachten aus, die der Versammlung der Anteilsinhaber zustehen.

Sind mehrere Gesellschafter vorhanden, hat jeder Anteilsinhaber das Recht, an den Versammlungen der Gesellschafter teilzunehmen, unabhängig von der Zahl seiner Anteile.

Jeder Anteilsinhaber hat ein Stimmrecht verhältnismäßig seiner Anteile zu den Gesamtanteilen. Kollektive Beschlüsse können die Anteilsinhaber bei ihren Versammlungen nur fassen, wenn sie zusammen mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bedürfen Beschlüsse zur Änderung der Satzung jedoch einer Mehrheit von Anteilen, die zusammen mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Juli und endet am dreißigsten Juni eines jeden Jahres.

Art. 16. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten der Gesellschaft erstellt und der Geschäftsführer, oder das Gremium, verfertigt ein Inventar über den Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Anteilsinhaber kann dieses Inventar zusammen mit der Bilanz am Gesellschaftssitz einsehen.

Art. 17. Die Gewinne der Gesellschaft, die in den jährlichen Konten aufgeführt werden, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, Lasten, Abschreibungen und Rückstellungen stellen den Gewinn vor Steuern dar. Von diesem Gewinn werden jährlich fünf Prozent abgezogen zugunsten der gesetzlichen Reserve bis letztere sich auf zehn Prozent beläuft.

Der Restbetrag kann nach Abzug der Steuern an den/die Gesellschafter(n) ausgeschüttet werden. Die Beteiligung erfolgt im Verhältnis zur Beteiligung am Gesellschaftskapital.

Art. 18. Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation vom einem oder mehreren Liquidatoren besorgt, den die Gesellschafter ernennen. Die Versammlung der Anteilsinhaber setzt weiter die Grenzen der Befugnisse des Abwicklers fest und bestimmt seine Entlohnung.

Art. 19. Für alle in der gegenwärtigen Satzung nicht ausdrücklich vorgesehenen Punkte verweisen die Parteien auf die gesetzlichen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die luxemburgischen Handelsgesellschaften, insbesondere die Bestimmungen über die Gesellschaften Sociétés à responsabilité limitée".

Référence de publication: 2013065447/207.

(130080792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Lombard Odier (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 169.907.

PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE PROYECTO COMÚN DE FUSION TRANSFRONTERIZA

Le présent projet commun de fusion transfrontalière (le «Projet de Fusion») a été conclu le 21 mars 2013.

ENTRE

Lombard Odier (Europe) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.907 (ci-après la «Société Absorbante» ou «Lombard Odier Europe»),

ET

Lombard Odier & Cie (España) S.V., S.A., une société anonyme de droit espagnol, ayant son siège social à Paseo de la Castellana 66, 4ème étage, 28046, Madrid, Espagne, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Madrid, volume 27504, folio 89, page M-495584 ayant le numéro d'identification fiscale A64276280 (ci-après la «Société Absorbée» ou «Lombard Odier Espagne»).

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont collectivement désignées ci-après comme les «Sociétés Fusionnantes».

Introduction.

1.1. Contexte de l'opération

Lombard Odier & Cie, est une banque privée de Genève et la société mère ultime de Lombard Odier Spain, Lombard Odier Europe et d'autres sociétés; Lombard Odier & Cie et toutes les sociétés qu'elle détient et contrôle ou qui sont sous un contrôle commun ou de temps à autre sont collectivement désignées ci-après le «Groupe». Le 31 décembre 2012, le Groupe disposait de cent quatre-vingt-huit milliards de Francs suisses (CHF 188.000.000.000,-) d'actifs sous gestion.

Depuis plus de 10 ans, Lombard Odier & Cie a placé le développement de ses activités de banque Drivée dans l'Union Européenne au coeur de sa stratégie de croissance.

Au cours de cette période, le Groupe s'est installé ou a consolidé sa position dans six (6) pays majeurs (France, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique et Luxembourg), y a construit une réelle capacité d'acquisition de clients et y a développé une offre adaptée aux considérations locales des pays dans lesquels il opère.

Cependant, le Groupe estime qu'il a souffert d'une organisation juridique complexe et d'une offre de produits et de services dénotant peu de synergies d'un pays à l'autre.

Au cours des prochaines années, le Groupe souhaite accélérer son développement commercial au sein de l'Union Européenne, en s'appuyant sur une structure juridique et opérationnelle simplifiée et une offre de produits et de services homogénéisée.

La création d'un hub européen au Grand-Duché de Luxembourg par Lombard Odier & Cie vise ainsi à renforcer la position du Groupe sur les marchés où il est déjà présent, développer plus aisément de nouveaux marchés et optimiser la gouvernance.

Ce hub européen est constitué d'une nouvelle entité, Lombard Odier Europe, dotée du statut d'établissement de crédit de droit luxembourgeois, laquelle a ouvert des succursales en Belgique et aux Pays-Bas et ouvrira trois autres succursales en France, en Espagne et au Royaume-Uni. Les activités de Lombard Odier Europe seront gérées comme suit et devraient avoir les caractéristiques suivantes:

- Lombard Odier Europe est dirigée par un comité de direction composé de membres expérimentés du Groupe qui bénéficient d'une solide expérience des marchés domestiques européens sur lesquels elle opérera à travers les cinq (5) succursales mentionnées ci-dessus;

- Lombard Odier Europe exercera des activités bancaires et d'investissements, incluant, entre autres, des activités de conseil et de gestion de patrimoine, de conservation et d'administration de valeurs mobilières, d'octroi de garanties et de souscription d'engagements y compris des crédits lombards, et d'exécution d'ordres sur les différents marchés et instruments, principalement pour une clientèle privée;

- Il est prévu que la création de cette plate-forme unique avec un établissement de crédit implantée au Grand-Duché de Luxembourg représente un atout important pour soutenir la croissance future du Groupe en Europe, car:

- * Elle permettra au Groupe de mettre en place une offre innovante et homogène à destination de l'ensemble des marchés européens renforçant ainsi la dynamique de croissance;

- * Elle contribuera à améliorer la rentabilité du Groupe par la création de synergies entre les différents pays;

- * Elle permettra d'optimiser la structure de gouvernance du Groupe.

Lombard Odier & Cie est en cours d'effectuer une série de fusions transfrontalières afin de simplifier le Groupe et établir le nouveau hub.

Dans le cadre de la restructuration du Groupe, Lombard Odier Europe a absorbé Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Belgique) S.A., une société anonyme de droit belge, ayant son siège social au 81 avenue Louise, box 12, 1050 Bruxelles, Belgique, immatriculée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises (RMP de Bruxelles) sous le numéro 0860.698.618 (ci-après la «Lombard Odier Belgique»), conformément à un projet commun de fusion transfrontalière en date du 13 septembre 2012 (ci-après la «Fusion Belge»). La Fusion Belge a été réalisée et est devenue effective le 30 novembre 2012, date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de Lombard Odier Europe approuvant la Fusion Belge au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La Fusion Belge a constitué l'acte fondateur de la nouvelle banque à Luxembourg.

Lombard Odier Europe a également absorbé Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V., une société anonyme de droit néerlandais, ayant son siège social au 109 Weteringschans, 1017 SB, Amsterdam, immatriculée auprès du Registre de Commerce de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33281986 (ci-après «Lombard Odier Hollande») conformément à un projet commun de fusion transfrontalière en date du 24 septembre 2012 (ci-après la «Fusion Néerlandaise»). La Fusion Néerlandaise a été réalisée et est devenue effective le 31 décembre 2012, date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de Lombard Odier Europe approuvant la Fusion Néerlandaise au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Il est maintenant envisagé que Lombard Odier Europe absorbe Lombard Odier Espagne (ci-après la «Fusion»).

En conséquence, Lombard Odier Espagne participera à hauteur de six cent cinquante millions d'Euros (EUR 650.000.000,-) d'actifs déposés ou gérés par elle. Durant ces sept (7) années de présence en Espagne, Lombard Odier Espagne a établi un socle de clients important et pérenne qui continueront à être servis par le biais de la nouvelle succursale espagnole de la Société Absorbante grâce aux mêmes équipes commerciales et de gestion locale.

En outre, la succursale espagnole de la Société Absorbante bénéficiera de la mise en commun de certaines ressources et activités de support de l'établissement de crédit luxembourgeois, lui permettant de se concentrer sur les activités commerciales.

1.2. Description de l'opération

Lombard Odier Europe et Lombard Odier Espagne sont des filiales directes de LO Holding S.A., une société anonyme de droit suisse, ayant son siège social au 11 rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse, enregistrée auprès du Registre du Commerce de Genève sous le numéro CH-660.1.793.002-5 (ci-après «Lombard Odier Holding»).

Dans le cadre de l'opération décrite ci-après, il a été décidé, sous réserve de certaines conditions suspensives, telles que mentionnées à l'article 6 du Projet de Fusion, de procéder à la Fusion.

Conformément à l'article 52 de la loi 3/2009 relative aux modifications structurelle des sociétés ("Ley sobre Modificaciones Estructurales de las Sociedades Mercantiles" - ci-après la "Loi Espagnole"), les dispositions relatives à l'acquisition des sociétés entièrement détenues (article 49 de la Loi Espagnole) s'appliqueront aux fusions de toute nature impliquant des sociétés entièrement détenues, directement ou indirectement, par le même actionnaire.

Suite à la Fusion, il a été convenu que les activités de la société issue de la Fusion, soient effectuées en Espagne, par le biais d'une succursale établie en Espagne.

Préalablement au commencement de ses activités en Espagne, Lombard Odier Europe devra notifier la Commission de Surveillance du Secteur Financier de Luxembourg (ci-après la «CSSF») de son intention d'établir une succursale en Espagne conformément au Chapitre 4 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier tel que modifiée (ci-après la «Loi de 1993») et le titre III, dispositions relatives au libre établissement et la libre prestation de services telles que figurant dans la directive 2006/48/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (ci-après la «Directive de 2006»).

Conformément à la procédure de notification prévue à l'article 25 et suivant de la Directive de 2006 et au chapitre 4 de la Loi de 1993, la CSSF notifiera la Banque d'Espagne (Banco de España) (ci-après la «Banque d'Espagne») dans les trois (3) mois suivant la date d'obtention de toutes les informations requises. Suite à la réception de cette notification, la Banque d'Espagne notifiera la Société Absorbante de sa réception afin que cette dernière puisse mettre en œuvre toutes les étapes nécessaires à l'établissement de la succursale espagnole conformément au droit des sociétés espagnol.

Une fois que la succursale espagnole a dûment été établie et immatriculée auprès du Registre des Sociétés espagnol, la Société Absorbante enregistrera la succursale espagnole auprès du Registre des Entités de la Banque d'Espagne (Registro de Entidades del Banco de España), en notifiant cette dernière de la date du commencement de ses activités bancaires et d'investissements en Espagne.

Pour les besoins de la Fusion, les conditions réglementaires suivantes devront être respectées:

(i) En droit luxembourgeois

Une notification devra être faite auprès de la CSSF conformément au chapitre 4 de la Loi de 1993.

(ii) En droit espagnol

Conformément à la procédure administrative prévue aux articles 66 et suivants et en référence à l'article 72 de la loi espagnole relative au marché des instruments financiers n° 24/1988 du 28 juillet (Ley 24/1988, de 28 de julio, del Mercado de Valores) et aux articles 12 et suivants et en référence à l'article 19 du décret royal espagnol du 15 février relative au régime juridique des sociétés d'investissements (Real Decreto 217/2008, de 15 de febrero, sobre el régimen jurídico de las empresas de servicios de inversión), la Fusion nécessitera l'autorisation préalable du Ministre de l'Economie et de la Compétitivité espagnol, sujet à une proposition émanant de la commission nationale du marché des valeurs mobilières espagnole (Comisión Nacional del Mercado de Valores ou "CNMV").

Une telle autorisation devra être accordée dans les trois (3) mois de la date de la demande ou de la date à laquelle le dossier de demande est considéré comme complet, et elle sera dans tous les cas clôturée dans les six (6) mois suivant la réception de la candidature.

En outre, les procédures administratives suivantes s'appliqueront pour les besoins de la Fusion.

a) Autorisation pour le changement de contrôle de Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A.

Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A. (ci-après «LO Gestion ES») est une société de gestion espagnole et une filiale entièrement détenue par Lombard Odier Espagne. En raison de la Fusion, LO Gestion ES subira une modification de contrôle, ce qui nécessitera le respect d'une procédure d'évaluation prudentielle auprès de la CNMV en vue de l'acquisition d'une participation qualifiée (c'est-à-dire 100%) dans une société de gestion, conformément à l'article 45 de la loi espagnole sur les placements collectifs n°35/2003 du 4 novembre (Ley 35/2003, de 4 de noviembre, de Instituciones de Inversión Colectiva).

Au cours de la procédure d'autorisation pour l'acquisition de LO Gestion ES par Lombard Odier Europe, la CNMV enverra une consultation préalable à la CSSF (dans la mesure où LO Gestion ES deviendra une filiale entièrement détenue par un établissement de crédit luxembourgeois - Lombard Odier Europe).

La CNMV décidera de s'opposer ou non à l'acquisition envisagée au cours d'une période d'examen de soixante (60) jours ouvrables à compter du jour de la réception de la demande ou du jour où la demande est considérée comme étant complète.

b) Communication préalable sur la cession d'une participation qualifiée par Lombard Odier Espagne

En vertu de l'article 45 paragraphe 8 de la loi espagnole sur les placements collectifs n°35/2003 du 4 novembre (Ley 35/2003, de 4 de noviembre, de Instituciones de Inversión Colectiva), Lombard Odier Espagne informera la CNMV de la cession de 100% de sa participation dans LO Gestion ES, en déposant le formulaire standard auprès de la CNMV. Cette communication devra s'effectuer avant la réalisation effective de la Fusion.

c) Communication par LO Gestion ES du changement de sa structure d'actionnariat

Suite aux procédures d'autorisation et de communication mentionnées aux paragraphes a) et b) ci-dessus, LO Gestion ES devra aussi informer la CNMV du changement de contrôle ayant eu lieu dans son capital social dès qu'il en sera porté connaissance à la société (c'est-à-dire lorsque la Fusion sera devenue effective). Une telle communication s'effectuera en déposant le formulaire standard auprès de la CNMV.

De même, l'effectivité de la Fusion sera assujettie à toute autorisation ou formalité réglementaire supplémentaire à réaliser auprès des autorités de surveillance luxembourgeoise et/ou espagnole en vertu des deux lois nationales.

La séquence précise des étapes de la Fusion sera la suivante:

- Etablissement d'une succursale non-régulée et sans activité de Lombard Odier Europe en Espagne;

- Réalisation des procédures de notification pour l'établissement d'une succursale espagnole de Lombard Odier Europe et établissement subséquent d'une succursale, initialement sans activité (jusqu'à ce que les actifs, passifs et ressources détenues par Lombard Odier Espagne soient alloués à la succursale espagnole);

- Obtention de l'autorisation préalable du Ministère de l'Economie et de la Compétitivité espagnol, suite à un rapport de la CNMV;

- Réalisation de procédure d'autorisation pour le changement de contrôle dans LO Gestion ES;

- Réalisation de la procédure de communication préalable de la cession de sa participation dans LO Gestion ES par Lombard Odier Espagne;

- Fusion avec Lombard Odier Espagne;

- Concomitamment, allocation des actifs et passifs ainsi que les moyens humains et techniques de l'actuelle Lombard Odier Espagne à la succursale espagnole; et

- Retrait de l'agrément de Lombard Odier Espagne.

L'actionnaire unique de Lombard Odier Europe et de Lombard Odier Espagne déléguera aux conseils d'administration respectifs des deux sociétés, l'adoption de tout accord réputé nécessaire ou opportun pour les besoins de la réalisation des formalités respectives décrites ci-dessus, ainsi que l'exécution de tels documents devant les autorités de surveillance luxembourgeoise et espagnole, les registres de commerce de chaque juridiction et tout autorité publique si nécessaire. Les conseils d'administration pourront à leur discrétion déléguer les pouvoirs reçus de l'actionnaire unique à un ou plusieurs membres du conseil d'administration afférent.

Le capital actuel de Lombard Odier Europe est de dix-neuf millions neuf cent onze mille Euros (EUR 19.911.000,-) représenté par dix-neuf mille neuf cent onze (19,911) actions nominatives sans valeur nominale, entièrement souscrites et libérées.

Pour les besoins de la Fusion, Lombard Odier Europe acquerra tous les actifs et passifs de Lombard Odier Espagne, y compris les fonds propres et les ressources humaines et techniques de Lombard Odier Espagne. Conformément aux lois luxembourgeoises, cela aura pour effet de procéder à une capitalisation de Lombard Odier Europe par apport en nature.

Il est anticipé que la Fusion proprement dite puisse intervenir au 1^{er} juillet 2013, en ayant obtenu précédemment les autorisations préalables nécessaires telles que décrites ci-dessus. A cette occasion, sur la base de la valeur actuelle d'actif net de Lombard Odier Espagne d'un montant de quatre millions six cent dix-huit mille cent quatre-vingt-huit Euros (EUR 4.618.188,-) (L'actif net de Lombard Odier Espagne inclue une dépréciation liée à une filiale Lombard Odier Gestion ES.), l'actif net de Lombard Odier Europe devrait être porté de vingt et un millions neuf cent trente-cinq mille neuf cent vingt-six Euros (EUR 21.935.926,-) à vingt-six millions cinq cent cinquante-quatre mille cent quatorze Euros (EUR 26.554.114,-).

Il est préalablement exposé ce qui suit:

(A) Lombard Odier Europe et Lombard Odier Espagne sont des filiales directes de Lombard Odier Holding;

(B) Afin de centraliser les activités de banque privée du Groupe à Luxembourg, il a été décidé, sous réserve de certaines conditions suspensives de fusionner Lombard Odier Europe et Lombard Odier Espagne par le biais d'une fusion transfrontalière;

(C) Le Projet de Fusion propose que la Société Absorbante fusionne avec la Société Absorbée par le biais d'une fusion transfrontalière au sens de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (ci-après la «Directive»), selon les procédures prévues aux articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la «Loi sur les Sociétés Commerciales») et conformément aux articles 22 à 53 du régime général des fusions et spécialement, conformément aux articles 54 à 67 correspondant au régime des fusions transfrontalières établi par la Loi Espagnole;

(D) Ce Projet de Fusion a été établi et approuvé par les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes. Il résultera de cette Fusion que:

- L'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée (tel qu'il existera à la Date d'Effet telle que définie à l'Article 6.1. ci-dessous) sera transmis à la Société Absorbante par voie de transmission universelle (sucesión universal);

- La Société Absorbée cessera d'exister et sera dissoute sans liquidation; et

- La Société Absorbante émettra des nouvelles actions à l'actionnaire de la Société Absorbée et les actions de la Société Absorbée seront annulées;

Le Projet de Fusion sera déposé et publié par chacune des Sociétés Fusionnantes conformément à ce qui est prévu à l'Article 21 du Projet de Fusion; et

(E) Suite à la Fusion, il est prévu que les activités espagnoles de la société issue de la Fusion soient désormais exercées par le biais d'une succursale établie en Espagne. A cette fin, la Société Absorbante devra avoir préalablement notifié la CSSF de son intention d'établir une succursale en Espagne conformément à la procédure décrite ci-dessus.

Conformément à l'article 5 de la Directive, à l'article 261 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et à l'article 31 de la Loi Espagnole, il a ensuite été convenu ce qui suit:

1. Forme, Dénomination et Siège social.

1.1. La Société Absorbante est une société anonyme de droit luxembourgeois, Lombard Odier (Europe) S.A., ayant son siège social au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.907.

1.2. La Société Absorbée est une société anonyme de droit espagnol, Lombard Odier & Cie (España) S.V., S.A., une société anonyme de droit espagnol, ayant son siège social à Paseo de la Castellana 66, 4eme étage, 28046, Madrid, Espagne, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Madrid, volume 27504, folio 89, page M-495584.

1.3. La société issue de la Fusion sera la Société Absorbante, la Société Absorbée cessera d'exister à la Date d'Effet (telle que définie à l'article 6.1. ci-dessous). La Société Absorbante ne modifiera pas, suite à la Fusion, sa forme juridique, sa dénomination ou son siège social, tels que mentionnés à l'Article 1.1.

2. Rapport d'échange des actions - Montant de la soulte.

2.1. Du fait du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée par voie de transmission universelle, la Société Absorbante émettra en faveur des actionnaires de la Société Absorbée quatre mille cent quatre-vingt-onze (4.191) nouvelles actions sans valeur nominale, dotées des mêmes droits et obligations que les actions existantes (ci-après les «Actions»), en retenant le rapport d'échange de quatre mille cent quatre-vingt-onze (4.191) actions de la Société Absorbante pour neuf mille trois (9.003) actions de la Société Absorbée (ci-après le «Rapport d'Echange»).

2.2. Un montant de quatre cent vingt-sept mille cent quatre-vingt-huit Euros (EUR 427.188,-) sera alloué à un compte de prime de fusion de la Société Absorbante.

2.3. Le Rapport d'Echange a été fixé sur la base de la valeur nette comptable des actions de la Société Absorbante et sur la base de la valeur nette comptable des actions de la Société Absorbée au 31 décembre 2012.

3. Effet de la Fusion sur les apports en industrie ou sur les obligations accessoires de la Société Absorbée et compensation à donner, le cas échéant, aux actionnaires concernés dans la Société Absorbante. Il n'a pas été réalisé d'apports en industrie ou d'obligations accessoires dans la Société Absorbée, et par conséquent, il n'existe pas d'actionnaire concerné auquel devrait être octroyé des compensations et aucune indemnité spécifique ne leur sera accordée par la Société Absorbante.

4. Modalités de remises des Actions par la Société Absorbante.

4.1. Les Actions de la Société Absorbante seront émises lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante qui décidera de la Fusion, à tenir par devant notaire au Grand-Duché de Luxembourg. Cette émission sera constatée par l'inscription de ces nouvelles Actions dans le registre des actions nominatives de la Société Absorbante à la date de l'assemblée générale de la Société Absorbante décidant de la Fusion et au plus tard dans les quinze (15) jours de la Date d'Effet (telle que définie à l'article 6.1 ci-dessous).

4.2. Dans le registre des actionnaires de la Société Absorbée, il sera noté que la Société Absorbée a cessé d'exister à la suite de la Fusion. Le conseil d'administration de la Société Absorbante sera autorisé à mettre à jour le registre des actionnaires de la Société Absorbée à cet effet.

5. Date à partir de laquelle les Actions donnent le droit de participer aux bénéfices.

5.1. Les Actions nouvellement émises (qui seront émises et attribuées comme étant entièrement libérées) donneront le droit à leur détenteur de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à compter de la Date d'Effet (telle que définie à l'article 6.1 ci-dessous), et en cela, les Actions pourront participer à toutes distributions de dividendes ou autres qui seront déclarées ou payées après la Date d'Effet.

5.2. Les Actions auront les mêmes droits que les actions existantes de la Société Absorbante, y compris en ce qui concerne les profits non distribués et autres réserves.

5.3. Les Actions seront librement négociables conformément aux dispositions figurant à l'article 7 des statuts de la Société Absorbante.

6. Prise d'effet de la Fusion - Conditions suspensives - Date à partir de laquelle les opérations des Sociétés Fusionnantes sont considérées d'un point de vue comptable comme accomplies par la Société Absorbante.

6.1. Conformément à l'article 12 de la Directive qui stipule que la date de prise d'effet de la Fusion est déterminée par la législation de l'Etat membre de la société issue de la fusion, et à l'article 273ter de la Loi sur les Sociétés Commerciales, la Fusion prendra effet à la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Absorbante qui décidera de la Fusion au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Date d'Effet»).

6.2. Conformément aux dispositions du Projet de Fusion, La Fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, le transfert de l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, de la Société Absorbée à la Société Absorbante, l'augmentation de capital de la Société Absorbante et la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée qui en résultent, deviendront uniquement définitifs lors de la réalisation des conditions suspensives cumulatives suivantes:

- L'établissement d'une succursale en Espagne, suite à la réalisation des procédures de notification, incluant la notification de la Fusion, par le biais de la CSSF et de la Banque d'Espagne; et

- L'obtention de l'autorisation appropriée du Ministère de l'Economie et de la Compétitivité espagnol, sur base du rapport de la CNMV.

6.3. Néanmoins, toutes les opérations de la Société Absorbée seront réputées avoir été effectuées d'un point de vue comptable pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2013.

7. Droits assurés par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard.

7.1. La Société Absorbée n'a pas émis d'actions ou de titres privilégiés auxquels des droits particuliers seraient attribués.

7.2. La Société Absorbante ne confère par conséquent pas de droits spéciaux dans le cadre de la présente Fusion et il n'y aura pas de traitement spécial pour des actionnaires particuliers ou certaines catégories d'actionnaires.

8. Avantages particuliers attribués aux experts et aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent.

8.1. Aucun avantage particulier ne sera attribué à aucun expert du fait de la Fusion ou en relation avec celle-ci.

8.2. Aucun avantage particulier ne sera octroyé aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent du fait de la Fusion ou en relation avec celle-ci.

9. Statuts de la Société Absorbante.

9.1. Les statuts de la Société Absorbante seront modifiés suite à la Fusion afin de tenir compte de l'augmentation de capital et de l'émission des nouvelles Actions prévue à l'Article 2.1. du présent Projet de Fusion.

9.2. En conséquence de l'Article 9.1 du présent Projet de Fusion, les statuts de Lombard Odier Europe seront modifiés comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à vingt-quatre millions cent deux mille Euros (EUR 24.102.000,-), représenté par vingt-quatre mille cent deux (24.102) actions nominatives, sans désignation de valeur, entièrement souscrites et libérées. Le capital social peut être augmenté ou réduit par une résolution des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des statuts. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites et selon les conditions prévues par la Loi».

9.3. Une copie des statuts actuels de la Société Absorbante, en vigueur avant la Fusion est annexée au Projet de fusion en Annexe A. Une copie des statuts de la Société Absorbante après entrée en vigueur de la Fusion est annexée au Projet de Fusion en annexe B.

10. Description des effets probables de la Fusion sur l'emploi.

10.1. Concernant les travailleurs de la Société Absorbante:

Les droits et obligations des employés de la Société Absorbante ne seront pas modifiés à la suite de la Fusion.

10.2. Concernant les travailleurs de la Société Absorbée:

La Fusion constitue un transfert d'entreprise au sens de la Directive 2001/23/CE du Conseil du 12 mars 2001 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relative au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Conformément au concept de la «succession d'entreprise» dans les termes de l'article 44 du statut des travailleurs espagnols (Estatuto de los Trabajadores), la Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations liés au droit du travail et à la sécurité sociale que la Société Absorbée avait envers ses employés. Dans le cas présent, la Fusion n'aura pas d'impact direct ou de conséquences sur l'emploi.

La Fusion ne produira aucun effet sur le conseil d'administration de la Société Absorbante ou de changement de situation en matière de responsabilité sociale des entreprises. Toutefois, le conseil d'administration de la Société Absorbée disparaîtra à la suite de l'extinction de la Société Absorbée lors de la réalisation de la Fusion.

11. Modalités relatives à l'implication des travailleurs.

11.1. Concernant les travailleurs de la Société Absorbante:

Dans la mesure où aucune des Sociétés Fusionnantes n'opèrent un système de participation de leurs employés, et conformément aux articles L.426-1 et L.426-14 du code du travail luxembourgeois et à l'article 16 de la Directive, l'élection d'un groupe spécial de négociation n'est pas requis. De même, l'établissement d'un tel système de participation après la Fusion ne sera pas requis conformément à l'article L.443-5 (2) du code de travail luxembourgeois.

Conformément à l'article 265 (1) de la Loi sur les Sociétés Commerciales, le rapport établi par le conseil d'administration sera mis à la disposition des représentants des employés ou, lorsqu'il n'existe pas de tels représentants, les employés eux-mêmes, pas moins d'un (1) mois avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur la Fusion.

11.2. Concernant les travailleurs de la Société Absorbée:

Conformément à l'article 39 de la Loi Espagnole, préalablement à la convocation de l'assemblée générale à laquelle la Fusion sera soumise, par annonce publiée ou notification individuelle par un moyen fiable, les documents pertinents (par exemple, le projet commun, le rapport du conseil d'administrateurs, les bilans, etc.) concernant le processus de Fusion devront être mis à la disposition des actionnaires, des détenteurs d'obligations et des titulaires de droits spéciaux, ainsi qu'aux représentants des travailleurs, au siège social.

En plus de ce qui précède, conformément à l'article 60 de la Loi Espagnole, le rapport du conseil d'administration doit être mis à la disposition des actionnaires et des représentants du personnel ou, lorsqu'il n'existe pas de tels représentants, aux travailleurs eux-mêmes, pas moins d'un (1) mois avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur la Fusion.

En outre, conformément à l'article 44 du statut des travailleurs espagnols (Estatuto de los Trabajadores), les représentants des travailleurs (ou en leur absence, les employés affectés par le transfert) doivent être informés de l'opération et de ses conséquences sur l'emploi, au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur la Fusion.

12. Informations concernant l'évaluation du patrimoine actif et passif transféré à la Société Absorbante.

12.1. Lombard Odier Espagne cessera d'exister en vertu de la Fusion et ce, sans liquidation, et ses actifs et passifs seront entièrement transférés à Lombard Odier Europe.

12.2. La valeur comptable des actifs et passifs de la Société Absorbée, qui, en vertu de la Fusion deviendront actif et du passif de la Société Absorbante (et enregistrés comme tels) est indiquée dans le bilan pour l'exercice financier se terminant au 31 décembre, 2012, comme suit (La valeur des actifs et la valeur des capitaux propres comprennent une dépréciation d'EUR 770.933 liée à filiale Gestion Lombard Odier ES.):

Valeur totale des actifs: EUR 6.286.278. -

Valeur totale du passif: EUR 1.668.090. -

Valeur totale de l'actif net: EUR 4.618.188.-

13. Dates des comptes des Sociétés Fusionnantes utilisés pour définir les conditions de la Fusion. Les dates des comptes de chacune des Sociétés Fusionnantes utilisés pour définir les conditions de la Fusion sont:

- Pour la Société Absorbante: comptes annuels pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2012; et
- Pour la Société Absorbée: comptes annuels pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2012. Le bilan qui sera utilisé comme base de la Fusion sera le bilan audité par PricewaterhouseCoopers S.L. en qualité de réviseur d'entreprises agréé de Lombard Odier Espagne.

14. Considérations fiscales. Il a été convenu que la Fusion sera réalisée sous le régime espagnol de neutralité fiscale et que les actifs et passifs transférés lors de la Fusion seront alloués et maintenus dans un établissement permanent de la Société Absorbante en Espagne.

La Fusion sera effectuée sous le régime de la neutralité fiscale prévu au Titre VII, Chapitre VIII du décret royal législatif n°4/2004 du 5 mars approuvant le texte révisé de la loi sur l'impôt sur le revenu des sociétés (Titulo VII, Capitulo VIII del Real Decreto Legislativo 4/2004, de 5 de marzo, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley del Impuesto sobre Sociedades).

Par ailleurs, il a également été convenu ce qui suit:

15. Termes et Conditions de la Fusion. La Fusion sera sujette aux termes et conditions suivants:

15.1. La Société Absorbante acquerra l'intégralité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Date d'Effet sans aucun droit de recours contre la Société Absorbée.

15.2. La Société Absorbée garantit la Société Absorbante de l'existence de toutes les créances mais n'assume aucune responsabilité quant à la solvabilité des débiteurs concernés.

15.3. La Société Absorbante devra, à partir de la Date d'Effet, payer toutes les contributions, tous les droits et toutes taxes, ordinaires ou extraordinaires, liés au transfert de la propriété des actifs.

15.4. La Société Absorbante devra poursuivre tous les contrats et obligations de la Société Absorbée dès lors que ceux-ci existent à la Date d'Effet.

15.5. La Société Absorbante devra en particulier poursuivre tous les contrats existants avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée dans les droits et obligations qui en découlent, à ses propres risques.

15.6. Les droits et créances compris dans les actifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec tous les titres, réels ou personnels qui y sont attachés. La Société Absorbante sera ainsi subrogée dans tous les droits, réels ou personnels, qui y sont attachés.

15.7. La Société Absorbante devra assumer toutes les dettes de quelque nature que ce soit de la Société Absorbée, et elle devra en particulier payer les intérêts et le principal de toutes les dettes et passifs de toute nature dus par la Société Absorbée.

15.8. Tous les actifs et passifs relatifs aux activités néerlandais de la Société Absorbée seront alloués, de plein droit, à la succursale de la Société Absorbante établie en Espagne au moment de la réalisation de la Fusion.

15.9. Conformément aux articles 263 et 271 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, la Fusion devra être approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante.

16. Rapport du réviseur d'entreprises agréé.

16.1. Conformément aux articles 266 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et 49 de la Loi Espagnole, les organes de gestion de chacune des Sociétés Fusionnantes ont décidé de proposer à leurs actionnaires respectifs de renoncer à l'établissement du rapport d'expert prévu respectivement par les articles 266 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et 49 de la Loi Espagnole.

16.2. Néanmoins, conformément aux articles 266 (3) et 26-1 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, un rapport préparé par un réviseur d'entreprises agréé sera établi sur les apports faits à la Société Absorbante autrement qu'en numéraire.

17. Droits des créanciers.

17.1. Les dettes dues aux créanciers de Lombard Odier Espagne seront transférées à Lombard Odier Europe.

17.2. Les créanciers de la Société Absorbante dont la créance est antérieure à la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, peuvent, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la Société Absorbante a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la Société Absorbante ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

17.3. Conformément à l'article 262 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, une information exhaustive sur les modalités d'exercice des droits des créanciers de la Société Absorbante peut être obtenue sans frais au siège social de la Société Absorbante.

17.4. Conformément à l'article 44 de la Loi Espagnole:

17.4.1. La Fusion ne peut prendre effet qu'après l'expiration du délai d'un (1) mois à compter de la date de publication de l'approbation du Projet de Fusion ou, en cas d'avis écrit à tous les actionnaires ou créanciers, à la date à laquelle le dernier avis a été envoyé.

17.4.2. Chacun des créanciers des Sociétés Fusionnantes ayant une créance antérieure, mais non encore exigible à la date de publication du Projet de Fusion, peut s'opposer à la Fusion dans le délai mentionné ci-dessus, jusqu'à ce que leurs créances soient garanties. Les créanciers dont les créances sont déjà suffisamment garanties ne sont pas habilités à exercer le droit susmentionné. Les porteurs d'obligations pourront exercer leur droit d'opposition dans les mêmes conditions que les autres créanciers, à moins que la Fusion ait été approuvée par une assemblée générale des obligataires.

17.4.3. Lorsque les créanciers ont un droit d'opposition, la Fusion ne pourra pas être formalisée jusqu'à ce que la Société Absorbée présente une garantie jugée satisfaisante par le créancier ou notifie au créancier l'émission d'une obligation de caution solidaire en faveur de la Société Absorbée par une institution de crédit dûment accréditée, pour la somme de la créance détenue par le créancier, valable jusqu'à ce que la date pour engager une action en paiement soit expirée.

18. Biens immobiliers. La Société Absorbée ne détient aucun bien immobilier.

19. Annexes. Les Annexes A et B font partie intégrante de ce Projet de Fusion.

20. Non validité partielle.

20.1. Si l'une ou plusieurs des dispositions du présent Projet de Fusion étaient déclarées non valides, illégales ou non applicables, cette absence de validité, d'illégalité ou de non applicabilité n'affectera pas la validité, la légalité et l'applicabilité des autres dispositions du Projet de Fusion qui resteront en vigueur et conserveront leurs effets.

20.2. En cas d'une disposition non valide, illégale ou non-applicable, les Sociétés Fusionnantes s'engagent à s'accorder sur une disposition valide et exécutable correspondante à leur intention initiale au moment où le Projet de Fusion a été approuvé.

20.3. Dans l'hypothèse où le Projet de Fusion serait incomplet, les Sociétés Fusionnantes s'engagent également à s'accorder sur toute disposition nécessaire afin de compléter le Projet de Fusion.

21. Dépôts et Publications.

21.1. Conformément à l'article 262 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, le Projet de Fusion sera déposé par la Société Absorbante au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial - Recueil des Sociétés et Associations, un (1) mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur le Projet de Fusion.

21.2. Conformément à l'article 32 de la Loi Espagnole, dans la mesure où la société espagnole n'a pas de site internet, le Projet de Fusion sera déposé au Registre du Commerce de Madrid et publié au BORME et dans un journal.

Les administrateurs devront déposer une copie du Projet de Fusion auprès des registres de commerce de chacune des sociétés participantes à la Fusion. Une fois déposé et évalué, le registre devra notifier la centrale du registre des sociétés en conséquence, pour la publication immédiate du dépôt et la date de celle-ci au journal officiel du registre des sociétés. L'assemblée générale à laquelle la décision relative à la Fusion sera soumise ne pourra pas être convoquée tant que le Projet de Fusion n'aura pas été ainsi déposé, sauf dans le cas d'une assemblée générale à laquelle tous les actionnaires ou associés seraient présents ou représentés.

L'annonce dans la gazette officielle du registre des sociétés doit indiquer le nom, l'état et le siège social des sociétés qui fusionnent, ainsi que les détails de leur inscription.

**Suit la traduction en langue espagnole du texte qui précède:
Traducción al castellano del texto que precede:**

PROYECTO COMÚN DE FUSIÓN TRANSFRONTERIZA

Este proyecto común de fusión transfronteriza (en adelante, el "Proyecto de Fusión") es suscrito el 21 de marzo de 2013.

DE UNA PARTE:

Lombard Odier (Europe) S.A., sociedad anónima, constituida con arreglo a las leyes de Luxemburgo, con domicilio social en 5, Allée Scheffer, L-2520 Gran Ducado de Luxemburgo e inscrita en el Registro de Comercio y Mercantil de Luxemburgo con el número B 169. 907 (en adelante la "Sociedad Absorbente" o "Lombard Odier Europe", indistintamente).

Y DE OTRA PARTE:

Lombard Odier & Cie (Spain) S.V., S.A., sociedad anónima, constituida con arreglo a las leyes españolas, con domicilio social en Paseo de la Castellana 66, 4o piso, 28046, Madrid, España, inscrita en el Registro Mercantil de Madrid al tomo 27504, folio 89, hoja M-495584 y con Número de Identificación Fiscal A64276280 (en adelante la "Sociedad Absorbida" o "Lombard Odier Spain", indistintamente).

1. Introducción.

1.1 Antecedentes:

Lombard Odier & Cie., es un Banco Privado en la ciudad de Ginebra, uno de los bancos más importantes en Suiza y la sociedad matriz de Lombard Odier Spain, Lombard Odier Europa así como de otras sociedades. En lo sucesivo se hará referencia a Lombard Odier & Cie y todas las sociedades sobre las que ejerza el control, o que se encuentren bajo su control, conjuntamente como el "Grupo". El 31 de diciembre de 2012, los activos del Grupo bajo gestión o custodia alcanzaron los ciento ochenta y ocho mil millones de Francos Suizos (188,000,000,000 CHF).

Durante más de 10 años Lombard Odier & Cie, como eje de su estrategia de crecimiento, ha desarrollado su actividad de Banca Privada en la Unión Europea.

Durante sus últimos años, el Grupo se ha establecido o ha consolidado su posición en 6 importantes países (Francia, España, Países Bajos, Reino Unido, Bélgica y Luxemburgo), incrementado su cartera de clientes mediante ofertas adaptadas a las necesidades de cada país en el que opera.

No obstante, el Grupo considera que su oferta de productos se está viendo perjudicada como consecuencia de una compleja organización legal y operativa así como por las sinergias que se están produciendo entre diferentes países.

En el transcurso de los próximos años, Lombard Odier & Cie pretende acelerar el desarrollo comercial del Grupo dentro de la Unión Europea, a través de una estructura simplificada y operativa, que permita ofrecer productos y servicios homogéneos.

La creación por parte de Lombard Odier & Cie de un centro operativo europeo en el Gran Ducado de Luxemburgo, tiene como objetivo reforzar la posición del Grupo en los mercados en los que se encuentra presente, desarrollando con más facilidad nuevos mercados mediante una optimización de su dirección de gobierno corporativo.

Este centro operativo está compuesto por una sociedad constituida recientemente, Lombard Odier Europe, institución de crédito luxemburguesa que tiene sucursales localizadas en Bélgica y los Países Bajos y que pretende establecer 3 nuevas sucursales en Francia, España y Reino Unido. Se pretende que la actividad de Lombard Odier Europe se implemente y se gestione tal como se detalla a continuación y bajo las siguientes características:

- Lombard Odier Europe estará gestionada por un Comité de Dirección, compuesto por miembros experimentados del Grupo que tengan conocimientos de los mercados europeos en los que se operará a través de las cinco sucursales mencionadas anteriormente.

- Lombard Odier Europe llevará a cabo servicios bancarios y de inversión, incluyendo, entre otros, asesoramiento en gestión de patrimonios, custodia y administración de valores, otorgamiento de garantías y en particular créditos y ejecución de órdenes en diferentes mercados y respecto de distintos instrumentos, principalmente dirigidos a clientes constituidas como empresas. y

- Se espera que el cambio hacia una plataforma única a través de una institución de crédito localizada en el Gran Ducado de Luxemburgo ayude al futuro crecimiento del Grupo en Europa, como consecuencia de:

- * Posibilitar que el Grupo pueda implementar una oferta innovadora y homogénea en los principales mercados europeos en los que opera el Grupo.

- * Mejorar la rentabilidad del Grupo a través de la creación de sinergias entre diferentes países.

- * Optimizar la estructura de gobierno del Grupo.

Lombard Odier & Cie está llevando a cabo diferentes fusiones transfronterizas con el objetivo de establecer su nuevo centro operativo.

Como parte del plan de reestructuración del Grupo Lombard Europe absorbió Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Bélgica) S.A., sociedad anónima, constituida con arreglo a las leyes de Bélgica, con domicilio social en 81, avenida Louise, box 12, 1050 Bruselas, Bélgica e inscrita en el Registro Central Belga de Sociedades con el número 0860.698.618 (en adelante "Lombard Odier Bélgica") de acuerdo con el proyecto de fusión transfronteriza con fecha 13 de septiembre de

2012 (en adelante la "Fusión Belga"). La Fusión Belga fue completada surtiendo efectos desde el 30 de noviembre de 2012, fecha de publicación de los acuerdos adoptados por los accionistas de Lombard Odier Europe, en el "Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations."

La Fusión Belga configuró a Lombard Odier Europe como un nuevo banco en Luxemburgo.

Lombard Odier Europe también absorbió Lombard Odier & Cie (Holanda) "N.V., sociedad anónima, constituida con arreglo a las leyes de Holanda, con domicilio social en Weteringschans 109, 1017 SB, Amsterdam e inscrita en la Cámara de Comercio de Amsterdam con el número 33281986 (en adelante "Lombard Odier Holanda") de acuerdo con el proyecto de fusión transfronteriza con fecha 24 de septiembre de 2012 (en adelante la "Fusión Holandesa"). La Fusión Holandesa fue completada surtiendo efectos desde el 31 de diciembre de 2012, fecha de publicación de los acuerdos adoptados por los accionistas de Lombard Odier Europe, en el "Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations."

En este momento está contemplado que Lombard Odier Europe absorba a Lombard Odier Spain (en adelante, la "Fusión Española o la Fusión indistintamente").

Como resultado, Lombard Odier Spain transmitirá a Lombard Odier Europe activos por valor de seiscientos cincuenta millones de euros (650.000.000 €) que actualmente gestiona o posee en depósito. Durante los 7 años de presencia en España, Lombard Odier Spain ha generado una importante cartera de clientes a los que prestará servicio la Sociedad Absorbente a través de su sucursal española que está constituyendo en este momento utilizando está el mismo equipo comercial y de dirección.

Adicionalmente, la nueva sucursal española de la Sociedad Absorbente se beneficiará de la posibilidad de compartir recursos y de labores de apoyo de una entidad de crédito luxemburguesa, permitiéndole así centrarse en las actividades comerciales.

1.2 Descripción de la Operación

Lombard Odier Europe y Lombard Odier Spain, tienen el mismo socio único, esto es, LO Holdings S.A., sociedad anónima, constituida con arreglo a las leyes de Suiza, con domicilio social en 11, rue de la Corraterie, 1204 Ginebra, Suiza e inscrita en el Registro de Comercio de Ginebra con el número CH-6601793002-5 (en adelante "Lombard Odier Holding").

En el marco de la operación descrita, se ha acordado, bajo una serie de condiciones suspensivas mencionadas en el apartado 5 del Proyecto de Fusión, llevar a cabo la Fusión.

De acuerdo con el artículo 52 de la Ley 3/2009 sobre Modificaciones Estructurales de la Sociedades Mercantiles (en adelante "LME"), se establece que lo dispuesto para la absorción de sociedades íntegramente participadas será de aplicación, en la medida que proceda, a la fusión, en cualquiera de sus clases, de sociedades íntegramente participadas de forma directa o indirecta por el mismo socio, así como a la fusión por absorción cuando la sociedad absorbida fuera titular de forma directa o indirecta de todas las acciones o participaciones de la sociedad absorbente.

Tras la Fusión Española, se ha acordado que las actividades de la sociedad resultante de la Fusión sean desarrolladas a través de una sucursal en España que está actualmente en proceso de constitución.

Con anterioridad al inicio de sus actividades en España, Lombard Odier Europe deberá notificar a la Comisión de Supervisión de Servicios Financieros de Luxemburgo (en adelante, la "Commission de Surveillance du Secteur Financier" o la "CSSF") su intención de establecer una sucursal en España, de conformidad con lo dispuesto en el Capítulo 4 de la Ley del sector financiero, de 5 de abril de 1993 en su versión consolidada (en lo sucesivo, la "Ley de 1993") y en el Título III, "Disposiciones relativas a la libertad de establecimiento y a la libre prestación de servicios", de la Directiva 2006/48/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 14 de junio de 2006, relativa al acceso a la actividad de las entidades de crédito y a su ejercicio (en adelante, la "Directiva 2006").

De acuerdo con el procedimiento de notificación previsto en los artículos 25 y siguientes de la Directiva 2006 y en el Capítulo 4 de la Ley de 1993, la CSSF notificará posteriormente al Banco de España dentro del plazo de tres (3) meses a contar desde la fecha de recepción de toda la información que haya sido requerida. Una vez recibida dicha notificación, el Banco de España notificará a la Sociedad Absorbente la recepción de la misma al objeto de que esta última pueda iniciar los trámites mercantiles necesarios, según la normativa mercantil española, para el establecimiento de la sucursal española.

Una vez debidamente constituida la sucursal española e inscrita en el Registro Mercantil español correspondiente, la Sociedad Absorbente registrará la misma en el Registro de Entidades del Banco de España, notificando a este último la fecha efectiva de inicio de actividades bancarias y de inversión en España.

En relación a la Fusión, se deberán cumplir los siguientes requerimientos regulatorios:

(i) Bajo legislación luxemburguesa

Se deberá notificar a la CSSF según lo dispuesto en el Capítulo 4 de la Ley de 1993.

(ii) Bajo legislación española

De conformidad con el procedimiento administrativo establecido en los artículos 66 y siguientes de la Ley 24/1988, de 28 de julio, del Mercado de Valores, por remisión del artículo 72, y en los artículos 12 y siguientes del Real Decreto 217/2008, de 15 de febrero, sobre el régimen jurídico de las empresas de servicios de inversión, por remisión del artículo 19, la Fusión exigirá una autorización previa por parte del Ministro de Economía y Competitividad, a propuesta de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (en adelante, "CNMV").

Dicha autorización deberá ser notificada dentro de los tres (3) meses siguientes a la fecha en la que se entienda completada toda la documentación exigible en el expediente, y en todo caso, resuelta dentro del plazo de seis (6) meses desde la fecha de la solicitud.

Adicionalmente, los siguientes procedimientos administrativos resultan de aplicación con motivo de la Fusión:

a) Solicitud de no oposición para la adquisición de participación de control en Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A.

Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A. (en lo sucesivo, "LO Gestión ES") es una sociedad gestora de instituciones de inversión colectiva española y filial 100% de Lombard Odier Spain. Como consecuencia de la Fusión, LO Gestión ES va a sufrir un cambio de control, lo que hace necesario cumplir con el procedimiento de evaluación prudencial por CNMV establecido para los supuestos de adquisición de participaciones significativas (en este caso, del 100%) en una sociedad gestora de instituciones de inversión colectiva, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 45 de la Ley 35/2003, de 4 de noviembre, de Instituciones de Inversión Colectiva.

Durante el proceso de autorización para la adquisición de LO Gestión ES por Lombard Odier Europe, la CNMV realizará una consulta previa a la CSSF, dado que LO Gestión ES pasará a ser una filial al 100% de una entidad de crédito luxemburguesa - Lombard Odier Europe-).

La CNMV dispondrá de un plazo de sesenta (60) días hábiles, a contar desde la fecha en que haya efectuado el acuse de recibo de la solicitud o, en su caso, desde la fecha en que se entienda completada toda la documentación exigible en el expediente, para oponerse o no a la adquisición propuesta.

b) Comunicación previa de pérdida de participación de control en Lombard Odier Spain

En virtud del apartado 8 del artículo 45 de la citada Ley 35/2003, de Instituciones de Inversión Colectiva, Lombard Odier Spain deberá informar a la CNMV de la pérdida de su participación del 100% en LO Gestión ES, mediante la cumplimentación del correspondiente modelo normalizado ante CNMV. Esta comunicación debe ser realizada con carácter previo a la fecha en la que la Fusión se haga efectiva.

c) Comunicación por LO Gestion ES de cambios en su estructura accionarial

Adicionalmente a los procedimientos de autorización y comunicación mencionados respectivamente en los apartados a) y b) anteriores, la propia LO Gestión ES deberá, a su vez, informar a la CNMV acerca del cambio de control producido en su accionariado tan pronto como la compañía sea conocedora de ello (esto es, una vez que la Fusión sea efectiva). Dicha comunicación deberá realizarse mediante la cumplimentación del correspondiente modelo normalizado ante CNMV.

Asimismo, la efectividad de la Fusión podrá estar también sujeta a cualesquiera otras autorizaciones o trámites regulatorios adicionales ante las autoridades de supervisión españolas y luxemburguesas, de acuerdo con las respectivas legislaciones nacionales.

Los pasos precisos en los que se llevará a cabo la Fusión son los siguientes:

- Constitución de la Sucursal, sin actividad.
- Finalización con éxito del procedimiento de notificación para el establecimiento de una sucursal española de Lombard Odier Europe y posterior establecimiento de la misma, no teniendo actividad alguna en una primera fase (esto es, hasta que los activos, pasivos y recursos actualmente pertenecientes a Lombard Odier Spain sean asignados a la sucursal española);
- Obtención de la autorización previa por parte del Ministro de Economía y Competitividad, previo informe favorable de la CNMV;
- Finalización con éxito del procedimiento de no oposición para la adquisición de participación de control en LO Gestión ES;
- Realización del trámite de comunicación previa de pérdida de participación de control en LO Gestión ES por Lombard Odier Spain;
- Fusión con Lombard Odier Spain;
- Simultáneamente, asignación a la sucursal española de los activos y pasivos, así como de los medios humanos y técnicos actuales de Lombard Odier Spain y una fracción de sus activos netos;
- Baja de Lombard Odier Spain en el Registro de Entidades de CNMV; y

El Socio Único de Lombard Odier Europe y Lombard Odier Spain podrá delegar en sus respectivos consejos de administración la adopción de cualesquiera acuerdos que resulten necesarios o convenientes para la realización y finalización con éxito de los respectivos trámites descritos anteriormente, así como la ejecución de los mismos ante las autoridades de supervisión luxemburguesas y españolas, cualesquiera registros mercantiles y administrativos dentro de ambas jurisdicciones y ante cualquier otro organismo público en su caso. Los Consejos de Administración podrán, asimismo y a su entera discreción, delegar las facultades otorgadas por el Socio Único a uno o varios miembros del Consejo de Administración correspondiente.

El actual capital social de Lombard Odier Europe es de diecinueve millones novecientos once mil Euros (19.911.000-€), representado por diecinueve mil novecientos once (19.911) acciones nominativas sin valor nominal, totalmente suscrito y completamente desembolsado.

Como consecuencia de la Fusión Española, Lombard Odier Europe adquirirá, por sucesión universal, todos los activos y pasivos de Lombard Odier Spain, incluyendo su patrimonio neto y todos los recursos técnicos y humanos de Lombard Odier Spain. De conformidad con las leyes de Luxemburgo esta transmisión supondrá una capitalización de Lombard Odier Europe por medio de una contribución en especie.

Está previsto que la Fusión Española, produzca efectos legales, en sentido estricto desde el 1 de julio de 2013, habiendo previamente obtenido la autorización descrita anteriormente. Como consecuencia de la Fusión Española, y teniendo en cuenta que el patrimonio neto de Lombard Odier Spain asciende a cuatro millones seiscientos dieciocho mil ciento ochenta y ocho euros (4.618.188 €) (El valor del patrimonio neto de Lombard Odier Spain incluye un deterioro en relación con su subsidiaria Lombard Odier Gestion ES.) y que el patrimonio neto de Lombard Odier Europe que asciende veintiún millones novecientos treinta y cinco mil euros novecientos veintiséis euros (21.935.926 €), éste aumentará hasta los veintiséis millones quinientos cincuenta y cuatro mil ciento catorce euros (26.554.114 €).

A continuación se deja constancia expresa de lo siguiente:

(A) Lombard Odier Europe y Lombard Odier Spain son sociedades íntegramente participadas por Lombard Odier Holding.

(B) Con el propósito de centralizar las actividades de banca privada del Grupo en Luxemburgo, se ha acordado, bajo una serie de condiciones suspensivas, fusionar Lombard Odier Europe y Lombard Odier Spain a través de una fusión transfronteriza.

(C) El Proyecto de Fusión establece que la Sociedad Absorbente absorbe a la Sociedad Absorbida a través de una fusión transfronteriza de acuerdo con la Directiva 2005/56/EC del Parlamento Europeo y del Consejo de 26 de octubre sobre Fusiones Transfronterizas de las Sociedades de Capital (en adelante la "Directiva"), de conformidad con los procedimientos contenidos en el artículo 257 y siguientes de la ley luxemburguesa de 10 de agosto de 1915 sobre Sociedades Mercantiles ("Ley Luxemburguesa de Sociedades") y de acuerdo con los artículos 22 al 53 del régimen general de fusión y concretamente los artículos 54 al 67 relativos a la fusión transfronteriza regulada en la LME.

(D) El Proyecto de Fusión ha sido redactado y suscrito por el consejo de administración de las sociedades participantes en la fusión. Como consecuencia de la fusión:

- Todos los activos y pasivos de la Sociedad Absorbida (que existen con anterioridad a la Fecha de Efectos, definida en el apartado 6.1 del Proyecto de Fusión), se transmitirán a la Sociedad Absorbente por sucesión universal de acuerdo con la Ley Luxemburguesa de Sociedades y la LME.

- La Sociedad Absorbida se disolverá sin llevar a cabo liquidación.

- La Sociedad Absorbente emitirá nuevas acciones que entregará al accionista único de la Sociedad Absorbida. Se hace constar igualmente que, como consecuencia de la operación de fusión descrita, la totalidad de las acciones de la Sociedad absorbente, actualmente existentes, quedarán canceladas.

- El Proyecto de Fusión será depositado y publicado por las sociedades participantes en la fusión de acuerdo con el apartado 21 del Proyecto de Fusión.

(E) Producida la Fusión, se prevé que las actividades en España de la Compañía resultante de la Fusión sean llevadas a cabo a través de la sucursal establecida en España. A estos efectos, la Sociedad Absorbente deberá previamente notificar a la CSSF su intención de establecer una sucursal española de acuerdo con el procedimiento descrito anteriormente.

En cumplimiento del artículo 5 de la Directiva, el artículo 261 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades y el artículo 31 de la LME, se hace constar lo siguiente:

1. Denominación, Tipo social y Domicilio social.

1.1. La Sociedad Absorbente, Lombard Odier (Europe) S.A., es una sociedad anónima luxemburguesa, constituida con arreglo a las leyes de Luxemburgo, con domicilio social en 5, Allee Scheffer, L-2520 Gran Ducado de Luxemburgo e inscrita en el Registro de Comercio y Mercantil de Luxemburgo con el número B 169. 907.

1.2. La Sociedad Absorbida, Lombard Odier & Cie (Spain) S.V., S.A., sociedad anónima española, constituida con arreglo a las leyes españolas, con domicilio social en Paseo de la Castellana 66, 4o piso, 28046, Madrid, España, inscrita en el Registro Mercantil de Madrid al tomo 27504, folio 89, hoja M-495584 y con Número de Identificación Fiscal A64276280.

1.3. La sociedad resultante de la fusión será la Sociedad Absorbente. La Sociedad Absorbida se extinguirá desde la Fecha de Efectos (definida en el apartado 6.1) mediante disolución sin liquidación. Tras la fusión el tipo social, la denominación y el domicilio social de la Sociedad Absorbente, descritos en el apartado 1.1, continuaran sin ningún tipo de cambio.

2. El tipo de canje de las acciones, Participaciones o cuotas, la compensación complementaria en dinero que se hubiera previsto y, en su caso, el procedimiento de canje.

2.1. Como consecuencia de la transmisión en bloque de los activos y pasivos de la Sociedad Absorbida por sucesión universal, la Sociedad Absorbente emitirá 4.191 acciones en favor del socio único de la Sociedad Absorbida, sin valor nominal, que llevarán aparejados los mismos derechos y obligaciones que las acciones existentes de la Sociedad Absorbente (en adelante las "Acciones"), en virtud de la ecuación de canje consistente en 4.191 acciones de la Sociedad Absorbente por cada 9.003 acciones de la Sociedad Absorbida, no habiendo compensación complementaria en dinero.

2.2. La cantidad de cuatrocientos veintisiete mil ciento ochenta y ocho euros (427.188 €) se destinará a la reserva de fusión que se constituirá en la Sociedad Absorbente.

2.3. La ecuación de canje ha sido fijada en base al valor contable de las acciones de la Sociedad Absorbente y del valor contable de las acciones de la sociedad Absorbida a 31 de diciembre de 2012.

3. La incidencia que la fusión haya de tener sobre las aportaciones de industria o en las prestaciones accesorias en las sociedades que se extinguen y las compensaciones que vayan a otorgarse, en su caso, a los socios afectados en la sociedad resultante. En la Sociedad absorbida no existen aportaciones de industria ni prestaciones accesorias, por lo que no hay socios afectados ni procede compensación alguna en la Sociedad Absorbente.

4. Atribución de las Acciones de la Sociedad Absorbente.

4.1. Las Acciones de la Sociedad Absorbente serán emitidas en la junta general de accionistas de la Sociedad Absorbente en la que se decida la aprobación de la Fusión. Dicha junta se celebrará ante notario en el Gran Ducado de Luxemburgo. La emisión de las Acciones producirá efectos con el registro de las nuevas Acciones en el Libro Registro de Acciones de la Sociedad Absorbente y en el plazo que comprende entre la fecha de celebración de la junta general de accionistas de la Sociedad Absorbente en la que se acuerde la Fusión y hasta los 15 días siguientes a la Fecha de Efectos (definida en el apartado 6.1).

4.2. En el Libro Registro de Acciones de la Sociedad Absorbida, se registrará que la Sociedad Absorbida se ha extinguido como consecuencia de la Fusión. El Consejo de Administración de la Sociedad Absorbente y del a Sociedad Absorbida estarán autorizados para actualizar el Libro Registro de Acciones de la Sociedad Absorbida en consecuencia.

5. La fecha a partir de la cual los titulares de las nuevas acciones, Participaciones o cuotas tendrán derecho a participar en las ganancias sociales y cualesquiera peculiaridades relativas a este derecho.

5.1. Las nuevas Acciones emitidas (que serán atribuidas, emitidas y totalmente desembolsadas) atribuirán a sus titulares el derecho a participar en las ganancias sociales de la Sociedad Absorbente desde la Fecha de Efectos (definida en el apartado 6.1). Dichas Acciones igualmente, atribuirán el derecho a participar en la distribución de dividendos o de reservas que sean anteriores o posteriores a la Fecha de Efectos.

5.2. Las Acciones se equipararan atribuyendo los mismos derechos que las acciones existentes de la Sociedad Absorbente, incluyendo el derecho a participar en los beneficios no distribuidos y en otras reservas.

5.3. Las acciones serán libremente transmisibles dentro de los límites establecidos en el artículo 7 de los estatutos sociales de la Sociedad Absorbente.

6. Fecha de Efectos de la Fusión, condiciones suspensivas, Fecha en la que se entenderá producida la transmisión entre las sociedades participantes de la Fusión en orden a determinar los efectos contables para la Sociedad Absorbente.

6.1. De acuerdo con el artículo 12 de la Directiva que establece que la fecha de efectos contables de la fusión vendrá determinada por las leyes de los Estados Miembros de las sociedades resultantes de la fusión, la Fusión en virtud del artículo 273 ter de la Ley de Luxemburguesa de Sociedades, tendrá efectos contables desde la publicación del acta de la junta general de accionistas que apruebe la Fusión, en el Boletín Oficial de Luxemburgo, "Memorial C- Recueil des Sociétés et Associations" (en adelante la "Fecha de Efectos").

6.2. De acuerdo con las condiciones establecidas en el Proyecto de Fusión, la absorción de la Sociedad Absorbida, la transmisión de los activos y pasivos de la Sociedad Absorbida a la Sociedad Absorbente, el aumento de capital en la Sociedad Absorbente y la disolución sin liquidación de la Sociedad Absorbida como consecuencia de la Fusión, estará sujeta al cumplimiento de las siguientes condiciones suspensivas:

- Finalización con éxito del procedimiento de notificación para el establecimiento de una sucursal española de Lombard Odier Europe y posterior establecimiento de la misma, no teniendo actividad alguna en una primera fase (esto es, hasta que los activos, pasivos y recursos actualmente pertenecientes a Lombard Odier Spain sean asignados a la sucursal española); y

- Obtención de la autorización previa por parte del Ministro de Economía y Competitividad, previo informe favorable de la CNMV y la finalización con éxito del procedimiento de no oposición para la adquisición de participación de control en LO Gestión ES.

6.3. No obstante, y a efectos contables, todas las transmisiones de la Sociedad Absorbente serán reflejadas en el balance de la Sociedad Absorbente a fecha de 1 de Junio de 2013.

7. Derechos que vayan a otorgarse en la sociedad resultante a quienes tengan derechos especiales o a los tenedores de títulos distintos de los representativos de capital o las opciones que se les ofrezcan.

7.1. La Sociedad Absorbente y la Sociedad Absorbida no ha emitido acciones o títulos que confieran derechos especiales, títulos distintos de los representativos de.

7.2. Como consecuencia de que la Sociedad Absorbente y la Sociedad Absorbida no han otorgado derechos especiales en el marco de la Fusión, no existirá un tratamiento privilegiado a accionistas específicos o a categorías de accionistas ni se les concederán opciones.

8. Ventajas de cualquier clase y particulares que vayan a atribuirse a los expertos independientes que hayan de intervenir, en su caso, en el proyecto de fusión transfronteriza así como a los miembros de los órganos de administración, Dirección, Vigilancia o control de las sociedades que se fusione.

8.1. No se otorgará ningún privilegio a ningún experto independiente que participe en la Fusión.

8.2. No se otorgará ningún privilegio a los miembros de los órganos de administración, dirección, vigilancia o control de las sociedades que participan en la Fusión o a cualquier órgano supervisor de la Fusión.

9. Estatutos de la Sociedad Absorbente.

9.1. Los estatutos sociales de la Sociedad Absorbente quedarán modificados tras la Fusión, al objeto de reflejar el aumento de capital mediante la emisión de nuevas acciones de acuerdo con la ecuación de canje descrita en el apartado 2.1 del Proyecto de Fusión.

9.2. Como consecuencia lo anterior, el artículo estatutario de Lombard Odier Europe correspondiente al capital social quedará modificado de la siguiente forma:

"El Capital de la Sociedad es de veinticuatro millones ciento dos mil euros (24.102.000 €), representado por veinticuatro mil ciento dos 24.102 acciones nominativas, sin valor nominal, enteramente suscrito y totalmente desembolsado. El capital social podrá aumentarse o disminuirse mediante acuerdo de la junta general de accionistas cumpliendo con los requisitos requeridos para la modificación de estatutos sociales. La Sociedad podrá canjear sus propias acciones de acuerdo con los requisitos establecidos en la Ley."

9.3. Una copia de los estatutos sociales de la Sociedad Absorbente actualmente en vigor y con anterioridad a la Fusión se adjunta al Proyecto de Fusión como Anexo A. Una copia de los estatutos sociales de la Sociedad Absorbente que resulten tras la Fusión Española se adjunta al Proyecto de Fusión como Anexo B.

10. Descripción de los efectos de la Fusión sobre el empleo y los órganos de administración.

10.1 En relación con los trabajadores de la Sociedad Absorbente:

Los derechos y obligaciones de los trabajadores de la Sociedad Absorbente no se verán modificados como consecuencia de la Fusión.

10.2 En relación con los trabajadores de la Sociedad Absorbida:

La Fusión es considerada como una sucesión de empresa conforme a la Directiva 2001/23/CE del Consejo de 12 de marzo de 2001, sobre la aproximación de las legislaciones de los Estados miembros relativas a salvaguardar los derechos de los trabajadores en caso de traspasos de empresas, de centros de actividad o de partes de empresas o de centros de actividad. De conformidad con el término de "sucesión de empresa" establecido en el artículo 44 del Estatuto de los Trabajadores, la Sociedad Absorbente se subrogará en todos los derechos y obligaciones laborales y de seguridad social que la Sociedad Absorbida tenía respecto de sus trabajadores. No obstante lo anterior, la fusión no tendrá efectos o consecuencias para el empleo.

La fusión tampoco producirá ningún efecto sobre el órgano de administración de la Sociedad Absorbente, ni producirá cambio alguno en relación con la responsabilidad social corporativa. No obstante, el órgano de administración de la Sociedad Absorbida desaparecerá como consecuencia de la extinción de la Sociedad Absorbida como consecuencia de la Fusión.

11. Implicaciones para los trabajadores.

11.1 En relación a los trabajadores de la Sociedad Absorbida:

Dado que ninguna de las Sociedades participantes está gestionada en régimen de participación de los trabajadores, de acuerdo con lo previsto en los artículos L-426-1 y L-426-14 del Código Laboral de Luxemburgo, el artículo 16 de la Directiva, no se requiere la constitución/elección de una comisión negociadora a estos efectos. Asimismo, tras la fusión y, de conformidad con lo previsto en el artículo 443-5 (2) del Código Laboral de Luxemburgo, tampoco será necesario establecer un régimen de participación de los trabajadores.

En virtud del artículo 265 (1) de la Ley de Sociedades Luxemburguesa, el presente informe se deberá poner a disposición de los representantes de los trabajadores o, en el supuesto de que no existan tales representantes, a disposición de los futuros trabajadores, con al menos un mes antelación a la celebración de la junta general de accionistas que deba aprobar la Fusión.

11.2 En relación a los trabajadores de la Sociedad Absorbida:

De acuerdo con el artículo 39 de la LME, con anterioridad a la publicación del anuncio de convocatoria de las Juntas de Socios que hayan de resolver sobre la fusión o de la comunicación individual de ese anuncio a los Socios, los administradores deberán, poner la documentación relevante (Proyecto de Fusión, informe de administradores balance de fusión etc.) a disposición de los socios, obligacionistas, titulares de derechos especiales y de los representantes de los trabajadores, en el domicilio social.

Adicionalmente a lo anterior, de conformidad con el artículo 60 de la LME, el informe de los administradores de cada una de las sociedades que participan en la fusión, se pondrá a disposición de los socios y de los representantes de los trabajadores, o en su defecto de los propios trabajadores, en un plazo no inferior a un mes antes de la fecha de la junta de socios que ha de resolver sobre el proyecto común de fusión.

Adicionalmente de acuerdo con el artículo 44 del Estatuto de los Trabajadores, los representantes de los trabajadores (o, en su defecto, a los propios trabajadores afectados por la fusión) deberán ser informados sobre la operación y sus consecuencias en el ámbito laboral, en todo caso, al tiempo de publicarse la convocatoria de las juntas generales que han de adoptar los respectivos acuerdos.

12. Información sobre la valoración del activo y pasivo del patrimonio de cada sociedad que se transmita a la sociedad resultante. Lombard Odier Spain se extinguirá sin liquidación como consecuencia de la Fusión, transfiriéndose sus activos y pasivos en bloque a Lombard Odier Europe.

El valor contable del activo y pasivo de la Sociedad Absorbida, que en virtud de la Fusión se transformaran en activo y pasivo de la Sociedad Absorbente, se contabilizará en el balance de situación correspondiente al ejercicio social que finaliza a 31 de diciembre de 2012, tal como se detalla a continuación (El valor del patrimonio neto y el valor de los activos de Lombard Odier Spain incluye un deterioro en relación con su subsidiaria Lombard Odier Gestion ES por importe de 770.933 Euros.):

Valor total del activo:	6.286.278 Euros
Valor total del pasivo:	1.668.090 Euros
Valor total del patrimonio neto:	4.618.188 Euros

13. Fechas de las cuentas de las sociedades que se fusionan utilizadas para establecer las condiciones en que se realiza la fusión. Las fechas de las cuentas anuales de las sociedades que participan en la fusión en virtud de las condiciones de la Fusión son:

- Sociedad Absorbente: cuentas anuales correspondientes al ejercicio finalizado el 31 de diciembre de 2012, y
- Sociedad Absorbida: cuentas anuales correspondientes al ejercicio social finalizado el 31 de diciembre de 2012. El balance de fusión será auditado por Price Waterhouse Coopers, S.L, como auditor de Lombard Odier Spain.

14. Consideraciones fiscales. Se ha acordado que los activos y pasivos de la Sociedad Absorbida sean transferidos, bajo el régimen fiscal especial aplicable en España para determinadas operaciones de reestructuración, en la Fusión asignándolos a un establecimiento permanente en España de la Sociedad Absorbente.

Se ha acordado que la Fusión se acoja al régimen especial de fusiones, escisiones, aportaciones de activo, canje de valores y cambio de domicilio social de una Sociedad Europea o una Sociedad Cooperativa Europea de un Estado miembro a otro de la Unión Europea previsto en el Título VII, Capítulo VIII del Real Decreto Legislativo 4/2004, de 5 de marzo, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley del Impuesto sobre Sociedades.

Adicionalmente se manifiesta lo siguiente:

15. Términos y condiciones de la Fusión. La Fusión estará sometida a las siguientes condiciones y términos:

15.1. La Sociedad Absorbente adquirirá todos activos y pasivos de la Sociedad Absorbida en la Fecha de Efectos sin derecho de recurso contra la Sociedad Absorbida.

15.2. La Sociedad Absorbida garantiza a la Sociedad Absorbente la existencia de los créditos contra los deudores pero no garantiza la solvencia de los deudores.

15.3. La Sociedad Absorbente, desde la Fecha de Efectos llevará a cabo las contribuciones ordinarias y extraordinarias y los cargos e impuestos que resulten de la transmisión de los activos transmitidos.

15.4. La Sociedad Absorbente se subrogará en todos los contratos y obligaciones en vigor de la Sociedad Absorbida, en el momento de la Fecha de Efectos.

15.5. La Sociedad Absorbente se subrogará en los contratos existentes con los acreedores de la Sociedad Absorbida, bajo su propio riesgo y bajo los derechos y obligaciones que se deriven de estos.

15.6. Los derechos de crédito incluyendo los derechos que se deriven de los activos de la Sociedad Absorbida se transmitirán a la Sociedad Absorbente junto con todas las garantías reales o personales que lleven aparejados. La Sociedad Absorbente se subrogará en las garantías reales o personales que lleven aparejados estos bienes.

15.7. La Sociedad Absorbente asume todas las deudas de la Sociedad Absorbida, cualquiera que sea su naturaleza y concretamente los intereses y la cantidad principal de las deudas, cualquiera que sea su naturaleza y que correspondan a la sociedad Absorbida.

15.8. Todos los activos y pasivos derivados de la actividad de la Sociedad Absorbida en España se reasignarán tras la Fusión a la sucursal establecida en España de la Sociedad Absorbente.

15.9. De acuerdo con los artículos 263 y 271 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades, la Fusión se aprobará por la junta general de accionistas de la Sociedad Absorbente.

16. Informe de experto independiente.

16.1. Conforme con el artículo 266 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades y el artículo 49 de la LME, los órganos de administración de las sociedades participantes en la fusión han acordado proponer a sus respectivas juntas de accionistas prescindir del informe de experto independiente, contenido en el artículo 266 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades y en el artículo 49 de la LME.

16.2. No obstante de acuerdo con el artículo 266 (3) y el artículo 26-1 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades, el auditor de la sociedad deberá emitir un informe sobre las aportaciones no dinerarias.

17. Derechos de los acreedores.

17.1. Las deudas con acreedores de Lombard Odier Spain se transferirán a Lombard Odier Europe.

17.2. Los acreedores de la Sociedad Absorbente cuyos créditos hayan nacido con anterioridad a la fecha de publicación del acta de la junta general extraordinaria de accionistas de la Sociedad Absorbente en el Boletín Oficial de Luxemburgo, "Mémorial C- Recueil des Sociétés et Associations", podrán dentro de los dos meses siguientes a la publicación, solicitar al juez de la cámara del "d'arrondissement", encargado de los asuntos comerciales del distrito donde se halle el domicilio social de la Sociedad Absorbente, que otorgue garantías reales sobre las cuentas por cobrar no vencidas o en mora, siempre que puedan demostrar que la fusión representa un riesgo para el ejercicio de sus derechos y que la Sociedad Absorbente no les ha proporcionado garantías suficientes.

17.3. De conformidad con el artículo 262 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades, la información completa sobre las disposiciones adoptadas para el ejercicio de los derechos de los acreedores de la Sociedad Absorbente deberán estar a disposición de forma gratuita en el domicilio social de la sociedad absorbente.

17.4. De conformidad con el artículo 44 de la LME:

17.4.1 La Fusión no podrá ser realizada antes de que transcurra un mes, contado desde la fecha de publicación del último anuncio del acuerdo por el que se aprueba la Fusión o, en caso de comunicación por escrito a todos los socios y acreedores, del envío de la comunicación al último de ellos.

17.4.2 Dentro del referido plazo de un mes, los acreedores de la Sociedad Absorbida cuyo crédito hubiera nacido antes de la fecha de depósito del Proyecto de Fusión en el Registro Mercantil y no estuviera vencido en ese momento, podrán oponerse a la Fusión hasta que se les garanticen tales créditos. Si el Proyecto de Fusión no se hubiera depositado en el Registro Mercantil competente, la fecha de nacimiento del crédito deberá haber sido anterior a la fecha de publicación del acuerdo de fusión o de la comunicación individual de ese acuerdo al acreedor. Los obligacionistas de la Sociedad Absorbida, en el caso que los hubiere, podrán ejercer el derecho de oposición en los mismos términos que los restantes acreedores, salvo que la Fusión hubiere sido aprobada por la asamblea de obligacionistas.

17.4.3 Los acreedores cuyos créditos se encuentren ya suficientemente garantizados no tendrán derecho de oposición. En los casos en los que los acreedores tengan derecho a oponerse a la fusión, ésta no podrá llevarse a efecto hasta que la sociedad presente garantía a satisfacción del acreedor o, en otro caso, hasta que notifique a dicho acreedor la prestación de fianza solidaria en favor de la sociedad por una entidad de crédito debidamente habilitada para prestarla, por la cuantía del crédito de que fuera titular el acreedor, y hasta tanto no prescriba la acción para exigir su cumplimiento.

18. Propiedad de bienes inmuebles. Las Sociedades Absorbente y la Sociedad Absorbida no tienen bienes inmuebles en propiedad.

19. Anexos. Los anexos A y B son parte integral del Proyecto de Fusión.

20. Invalidez parcial.

20.1. Si una o varias disposiciones de este Proyecto de Fusión se declarada inválida, ilegal o no ejecutable, ni la validez, legalidad ni la aplicabilidad de las disposiciones restantes se verán afectadas permaneciendo en vigor y conservando sus efectos.

20.2. En el caso de invalidez, ilegalidad o no ejecutabilidad de una cláusula, las Sociedades participantes en la fusión, acuerdan convenir una nueva cláusula de conformidad con sus respectivas intenciones al tiempo de la aprobación del presente proyecto de fusión.

20.3. En el caso de que el Proyecto de Fusión sea incompleto, las sociedades que interviene en la Fusión se comprometen a tomar las medidas que sean necesaria para completar el Proyecto de Fusión.

21. Depósito y publicación.

21.1. De conformidad con el artículo 262 de la Ley Luxemburguesa de Sociedades, el Proyecto de Fusión deberá depositarse en el Registro de Comercio y Mercantil y publicarse en el Boletín Oficial de Luxemburgo, "Mémorial C- Recueil des Sociétés et Associations", con una anterioridad mínima de un mes desde la fecha de celebración de la junta general de accionistas que apruebe el Proyecto de Fusión.

De acuerdo con el artículo 32 de la LME, al no tener la Sociedad Absorbida página web inscrita a estos efectos, el Proyecto de Fusión deberá depositarse en el Registro Mercantil de Madrid y publicarse su depósito en el Boletín Oficial del Registro Mercantil.

Los administradores están obligados a depositar un ejemplar del proyecto común de fusión en el Registro Mercantil correspondiente a cada una de las sociedades que participan en ella. Efectuado el depósito, el registrador comunicará al registrador mercantil central, para su inmediata publicación gratuita en el Boletín Oficial del Registro Mercantil, el hecho del depósito y la fecha en que hubiere tenido lugar.

1.2. La publicación del anuncio de convocatoria de las juntas de socios que hayan de resolver sobre la fusión o la comunicación individual de ese anuncio a los socios no podrá realizarse antes de del depósito del proyecto en el Boletín Oficial del Registro Mercantil, salvo en el supuesto de junta universal de accionistas.

El anuncio en el Boletín Oficial del Registro Mercantil deberá especificar el nombre, razón social y domicilio social de las sociedades que se fusionan, junto con sus datos de registro.

EN FOI DE QUOI, le présent Projet de Fusion a été conclu et signé à la ci-avant date indiquée.

EN PRUEBA DE CONFORMIDAD, este Proyecto de Fusión Transfronteriza ha sido suscrito y firmado en la fecha que se menciona en el encabezamiento.

Lombard Odier (Europe) S.A.

Carl Verbrugge

EN FOI DE QUOI, le présent Projet de Fusion a été conclu et signé à la ci-avant date indiquée.

EN PRUEBA DE CONFORMIDAD, este Proyecto de Fusión Transfronteriza ha sido suscrito y firmado en la fecha que se menciona en el encabezamiento.

Lombard Odier & Cie (Spain) S.V., S.A.

Christian Morel / Javier de Mendieta Flores / Frederic Rochat / Ana Figaredo Alvargonzález / Marc Andre Lopez

Annexe A - Anexo A

Statuts de la Société Absorbante en vigueur avant la Fusion suivi d'une traduction espagnole

I. Dénomination, siège, durée de la société, objet

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il existe entre les propriétaires actuels ou futurs des actions une société anonyme sous la dénomination de «Lombard Odier (Europe) S.A.» qui est régie par le droit luxembourgeois et notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), telle que modifiée et les présents statuts (la «Société»).

La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra encore établir, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux de représentation. Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit au Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège social, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entités du secteur financier ou en dehors, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, par achat, vente ou autrement d'actions d'obligations, certificats d'obligations, reconnaissances de dettes, bons et toutes autres valeurs mobilières et effectuer l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de notes, obligations, certificats de créances et titres représentatifs de dette de toute espèce.

De manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou autres, mobilières et immobilières, pour son propre compte et pour compte de tiers, se rapportant directement ou indirectement à son objet ou étant de nature à en favoriser la réalisation.

La Société peut accomplir son objet au Luxembourg et à l'étranger.

II. Capital social et Actions

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à dix-neuf millions neuf cent onze mille Euros (EUR 19.911.000,-), représenté par dix-neuf mille neuf cent onze (19.911) actions nominatives, sans désignation de valeur, entièrement souscrites et libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une résolution des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des statuts.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites et selon les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Actions. Toutes les actions de la Société seront uniquement émises sous forme nominative. Un registre des actionnaires est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son domicile, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient. La propriété des actions est établie par inscription dans ledit registre. Un certificat constatant cette inscription sera délivrée sur demande de l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du conseil d'administration.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si plusieurs personnes, à quelque titre ou de quelque façon que ce soit sont intéressées dans une seule et même action, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet, ou conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres documents, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

III. Administration

Art. 8. Conseil d'administration. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont élus pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans et sont rééligible(s).

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, celle-ci doit désigner un représentant permanent qui exécutera cette mission au nom et pour compte de celle-ci.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale, qui détermine également leur nombre et la durée de leur mandat.

Un administrateur peut être révoqué sans cause à tout moment par une résolution adoptée par l'assemblée générale.

Le mandat des administrateurs venant à expiration et non renouvelé cesse d'office à la suite de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants peuvent élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir provisoirement au remplacement du poste devenu vacant. La prochaine assemblée générale procède à l'élection définitive.

Art. 9. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres et peut désigner un ou plusieurs vice-président(s) et un secrétaire, administrateur ou non qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil et des décisions de l'assemblée générale ou des résolutions prises par l'associé unique. Le président préside toutes les réunions du conseil d'administration et toute assemblée générale. En son absence, l'assemblée générale ou les autres administrateurs (le cas échéant) nomme(nt) un autre président qui préside la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président ou d'un des vice-présidents en cas d'empêchement de ce dernier ou de deux administrateurs.

Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration est donnée à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. L'avis de convocation, donné par écrit, télécopie ou e-mail, spécifie l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou représentés et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. 11 peut être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur donné par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échéancier préalablement adopté par une résolution du conseil d'administration.

Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion en désignant par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur pour le représenter et voter en son nom et à sa place.

Un administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en continu et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion. La réunion par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de parité des votes, la voix du président du conseil d'administration sera prépondérante.

Le conseil d'administration peut également, en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les administrateurs sont aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent

apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et sont établies par lettre, télécopie, ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Art. 10. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ou des résolutions de l'administrateur unique. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion en question et le secrétaire (sauf s'il en est décidé autrement durant la réunion).

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le président, le secrétaire ou deux administrateurs, respectivement par l'administrateur unique.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société et qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou les statuts à l'assemblée générale.

Art. 12. Rémunération des administrateurs. L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs des émoluments, des indemnités ou des jetons de présence à inscrire au compte des frais généraux.

Art. 13. Délégation de pouvoirs - Comité de direction. Dans l'exercice de sa mission, le conseil d'administration institue un comité de direction dont il nomme et peut révoquer librement les membres. Ce comité est composé de quatre (4) membres choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Le conseil d'administration délègue aux membres du comité de direction la gestion journalière de la Société et sa représentation en ce qui concerne cette gestion journalière, les investissant, dans les limites de la Loi et des statuts, des pouvoirs de direction les plus larges.

La détermination de la politique générale de la Société reste du ressort du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut déterminer des domaines spécifiques de compétences qui lui sont réservés.

Le conseil d'administration fixe la rémunération des membres du comité de direction.

Le conseil d'administration et le comité de direction, dans la limite de leurs pouvoirs d'attribution respectifs, peuvent consentir à des directeurs et autres agents telles délégations qu'ils jugent convenir pour la gestion et la direction de l'ensemble ou de telle branche déterminée des affaires sociales.

Le conseil d'administration pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à la décision du conseil d'administration, ils sont tenus d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Ils ne peuvent prendre part à la délibération. Il est entendu que le simple fait que l'administrateur en cause soit également associé, administrateur, fondé de pouvoirs ou employé d'un actionnaire (direct ou indirect) ou d'une filiale ne soit pas constitutif d'un conflit d'intérêt. Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles les administrateurs auraient eu un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du conseil d'administration ou de l'administrateur unique concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société est engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs, (ii) par les signatures conjointes de deux membres du comité de direction, ou (iii) par la(es) signature(s) de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration, ou le comité de direction, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés, lesquelles personnes n'ayant pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration ou du comité de direction.

IV. Assemblées générales

Art. 16. Assemblées des actionnaires. Toute assemblée des actionnaires régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale. Toute référence dans les présents statuts aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est à considérer comme une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'assemblée générale annuelle se tient conformément à la Loi au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations le dernier mercredi du mois de juin à 11h00 de chaque année. Si ce jour est férié pour les établissements de crédit à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tient le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle peut se tenir dans une autre commune ou à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des actionnaires peuvent se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une assemblée générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) l'assemblée est retransmise en continu et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne.

Art. 17. Convocation, Délibérations. Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite des assemblées générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les statuts.

La convocation contient l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée générale.

Chaque action donne droit à une voix.

Sous réserve des dispositions légales pour les modifications de statuts, les décisions de l'assemblée générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés quel que soit le nombre d'actions représentées.

Chaque actionnaire peut participer à toute assemblée générale en désignant un mandataire par écrit, soit par lettre, par télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 18. Procès-verbaux de l'assemblée générale. Les procès-verbaux de toute assemblée générale sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et les scrutateurs.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, par le secrétaire et un administrateur ou conjointement par deux administrateurs.

V. Comptes annuels, Répartition des bénéfices, Réserves

Art. 19. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Surveillance. Le contrôle des documents comptables annuels de la Société est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommés par le conseil d'administration pour une durée d'un an. Le mandat des réviseurs d'entreprises agréés venant à expiration et non renouvelé cesse à la suite de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

Les réviseurs d'entreprises agréés remettent leur rapport au conseil d'administration.

Art. 21. Comptes annuels, Affectation des bénéfices, Réserves. Chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels de la Société.

Le conseil d'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois avant l'assemblée générale annuelle au réviseur d'entreprise agréé qui doit faire un rapport contenant ses propositions.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social des comptes annuels, du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport du réviseur d'entreprises agréé et des autres documents prescrits par la Loi.

Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration au lieu et place choisis par le conseil. Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

VI. Dissolution, Liquidation

Art. 22. Dissolution et Liquidation. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'actionnaire unique.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts. En cas de dissolution de la Société, il est procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, nommés par la décision de l'assemblée générale décidant cette liquidation. L'assemblée générale détermine les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

L'actif net de liquidation sert d'abord à rembourser le montant libéré des actions. Si toutes les actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent l'équilibre soit par appel de fonds soit par une répartition préalable, le solde étant réparti de manière égale entre toutes les actions.

VI. Dispositions générales

Art. 23. Modifications statutaires. Les présents statuts peuvent être modifiés de tout temps par l'assemblée générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 24. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts sont réglées conformément à la Loi.

Traducción al Castellano de los Estatutos sociales de la Sociedad Absorbente en vigor, anteriores a la Fusión

I. Denominación, domicilio social, duración de la sociedad, objeto

Art. 1. Forma y Denominación. Existe entre los propietarios actuales o futuros de las acciones, una sociedad anónima con la denominación de "Lombard Odier (Europe) S.A." que se registrará por el derecho luxemburgués y, en particular, por la ley de 10 de agosto de 1915 sobre sociedades mercantiles (en lo sucesivo, la "Ley"), en su versión modificada y por los presentes estatutos (en lo sucesivo, la "Sociedad").

La Sociedad podrá tener un accionista único o varios accionistas.

Art. 2. Domicilio social. El domicilio social se encuentra en Luxemburgo, Gran Ducado de Luxemburgo. Mediante simple acuerdo del consejo de administración podrá ser transferido dentro de los límites del municipio de Luxemburgo. El consejo de administración podrá, asimismo, establecer, tanto en el Gran Ducado de Luxemburgo como en el extranjero, filiales, sucursales, agencias y oficinas de representación. El domicilio social de la Sociedad podrá ser transferido a cualquier otro lugar de Luxemburgo por acuerdo de la junta general siguiendo el procedimiento previsto para la modificación de los estatutos.

En el supuesto de que, a juicio del consejo de administración, se hubieran producido o estuvieran a punto de producirse acontecimientos extraordinarios de orden político o militar que puedan interferir en las actividades que la Sociedad realiza normalmente en su domicilio social, o en las comunicaciones entre dicho domicilio y personas radicadas en el extranjero, dicho domicilio social podrá trasladarse provisionalmente al extranjero hasta tanto no cesen por completo dichos acontecimientos anormales. No obstante, dicha medida transitoria no afectará en ningún caso a la nacionalidad de la Sociedad que, pese al traslado provisional de su domicilio social, seguirá siendo una sociedad luxemburguesa.

Art. 3. Duración. La Sociedad se constituye por tiempo indefinido.

Art. 4. Objeto. La Sociedad tiene por objeto la adquisición de participaciones en cualquier forma que sea, en el sector financiero o en el exterior, en Luxemburgo, y las empresas extranjeras, la compra, la venta o de otro tipo de acciones de bonos, certificados de bonos, pagarés, pagarés y otros valores y hacer la administración, el desarrollo y la gestión de su cartera.

La Sociedad podrá endeudarse en cualquier forma y proceder a la emisión de obligaciones, bonos, certificados de instrumentos de endeudamiento y la deuda de ningún tipo.

En general, la Sociedad podrá llevar a cabo ningún valor comercial, industrial o de otro tipo y de los bienes por cuenta propia y por cuenta de terceros, directa o indirectamente relacionadas con su objeto o puedan promover.

La Sociedad podrá realizar su objeto tanto en Luxemburgo y como en el extranjero.

II. Capital social y acciones

Art. 5. El capital social se fija en diecinueve millones novecientos once mil euros (19.911.000 €), representado por diecinueve mil novecientos once (19.911) acciones nominativas, emitidas sin valor nominal, íntegramente suscritas y desembolsadas.

El capital social podrá ser aumentado o disminuido por acuerdo de los accionistas siguiendo el procedimiento previsto para la modificación de los estatutos.

La Sociedad podrá recomprar sus propias acciones dentro de los límites y condiciones previstos por la Ley.

Art. 6. Acciones. Todas las acciones de la Sociedad se emitirán únicamente en forma nominativa.

Un libro registro de accionistas se mantendrá en el domicilio social de la Sociedad, donde podrá ser consultado por cualquier accionista. En dicho Libro Registro deberán figurar el nombre de cada propietario de acciones, su domicilio y el número de acciones que posea. La inscripción en dicho registro acreditará la propiedad de las acciones. A petición del accionista, se expedirá un certificado acreditativo de dicha inscripción. Dicho certificado deberá ir firmado por dos miembros del consejo de administración.

La Sociedad reconoce un solo propietario por acción. Si varias personas están, en cualquier concepto o forma, interesadas en una sola y misma acción, la Sociedad tendrá derecho a suspender el ejercicio de los derechos inherentes a la misma hasta que se designe una sola persona como propietaria de la acción.

Art. 7. Transmisión de las acciones. La transmisión de las acciones podrá realizarse mediante una declaración escrita de la transmisión inscrita en el libro registro de accionistas, que deberá ir firmada por el transmitente y el adquirente, o

por las personas a las que se hayan conferido poderes de representación bastantes a tal efecto, o de conformidad con lo dispuesto en el artículo 1690 del código civil luxemburgués relativas a la cesión de créditos.

La Sociedad podrá aceptar, asimismo, como prueba de la transmisión de las acciones, otros documentos que, a su juicio, acrediten suficientemente el consentimiento del transmitente y del adquirente.

III. Administración

Art. 8. Consejo de administración. La Sociedad estará administrada por un consejo de administración integrado por al menos tres (3) administradores que no será preciso que reúnan la condición de accionistas de la Sociedad.

Los administradores serán elegidos por un periodo que no excederá de seis (6) años, pudiendo ser reelegidos.

Cuando una persona jurídica sea nombrada administrador de la Sociedad, deberá nombrar un representante permanente que ejecutará esta misión en nombre y representación de la misma. Los administradores serán elegidos por la junta general, que determinará, asimismo, su número y la duración de su cargo.

Cualquier administrador podrá ser cesado en todo momento sin motivo justificado mediante un acuerdo adoptado por la junta general.

Cuando el cargo de los administradores llegue a su expiración y no sea renovado, cesará de oficio tras la junta general ordinaria a la que corresponda decidir sobre las cuentas del ejercicio precedente.

En el supuesto de que se produzca una vacante en el cargo de administrador por causa de fallecimiento, jubilación o cualquier otra causa, los restantes administradores podrán elegir, por mayoría de votos, un administrador para cubrir temporalmente dicha vacante. Los accionistas adoptarán una decisión definitiva sobre dicho nombramiento en la junta general inmediatamente posterior.

Art. 9. Reuniones del consejo de administración. El consejo de administración elegirá de entre sus miembros un presidente y podrá elegir uno o varios vicepresidentes y un secretario, que no tendrá que reunir necesariamente la calidad de administrador y que se encargará de redactar y custodiar las actas de las reuniones celebradas por el consejo de administración y de los acuerdos de la junta general o de los acuerdos adoptados por el socio único. El presidente presidirá todas las reuniones del consejo de administración y todas las juntas de accionistas. No obstante, en ausencia de este, y por mayoría simple, la junta general o los otros administradores podrán designar, en su caso, a otra persona para que presida dicha reunión.

Prevía convocatoria efectuada a tal efecto por el presidente, o por uno de los vicepresidentes en caso de impedimento de este último, o de dos de sus administradores, el consejo de administración se reunirá al menos una vez al trimestre.

Las reuniones del consejo de administración se notificarán por escrito a todos los administradores con una antelación mínima de 48 horas a la hora fijada para la celebración de la misma, salvo en los casos de urgencia, en cuyo caso deberá indicarse en la notificación de convocatoria la naturaleza de dicha urgencia. La notificación de convocatoria, enviada por escrito, fax o correo electrónico, deberá especificar la hora, el lugar y el orden del día de la reunión.

La reunión podrá celebrarse válidamente sin necesidad de efectuar una notificación de convocatoria previa, siempre que se encuentren presentes o representados todos los administradores y estos declaren considerarse debidamente convocados e informados del orden del día. Cualquier administrador podrá renunciar a dicha notificación escrita mediante consentimiento prestado por escrito por carta, fax o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente. No será preciso efectuar una notificación independiente con respecto a las reuniones que se celebren en los lugares y horas establecidos en un calendario previamente aprobado mediante un acuerdo del consejo de administración.

Cualquier administrador podrá hacerse representar en las reuniones del consejo de administración, nombrando por escrito, mediante carta, fax o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente, a otro administrador para que le represente y vote en su lugar.

Un administrador no podrá representar a más de uno de sus colegas.

Los administradores podrán participar en las reuniones del consejo de administración mediante conferencia telefónica, videoconferencia u otros medios de comunicación similares gracias a los cuales (i) los administradores que participen en la reunión puedan ser identificados, (ii) todas las personas que participen en la reunión puedan escuchar y hablar con los otros participantes, (iii) la reunión se retransmita de manera continua y (iv) los administradores puedan deliberar válidamente; la participación en una reunión por dichos medios equivaldrá a la presencia en persona en tal reunión. La reunión celebrada por dichos medios de comunicación a distancia se considerará celebrada en el domicilio social de la Sociedad.

El consejo de administración sólo podrá deliberar y adoptar acuerdos válidos cuando se encuentren, presentes o representados la mayoría de los administradores. Los acuerdos se adoptarán por mayoría de los votos de los administradores presentes o representados en la reunión. El presidente tendrá un voto dirimente en caso de que se produzca un empate.

El consejo de administración podrá, asimismo, en cualquier circunstancia y en todo momento, con el consentimiento unánime, adoptar acuerdos por vía circular, teniendo los acuerdos escritos firmados por todos los administradores la misma validez y eficacia que los adoptados en una reunión debidamente convocada y celebrada. Las firmas podrán figurar en un solo documento o en varias copias del mismo acuerdo y se harán constar por carta, fax, o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente.

Art. 10. Actas de las reuniones del consejo de administración o de los acuerdos del administrador único. Las actas de cualquier reunión del consejo de administración irán firmadas por el presidente de la reunión y por el secretario, salvo que se acuerde otra cosa durante la reunión.

Las copias o los extractos de las actas que deban presentarse en procedimientos judiciales o de cualquier otro tipo deberán ir firmados por el presidente, por el secretario o por dos administradores, o por el administrador único, respectivamente.

Art. 11. Facultades del consejo de administración. El consejo de administración está investido de las más amplias facultades para realizar todos los actos de administración y de disposición en interés de la Sociedad que no estén expresamente reservados por la Ley o los presentes estatutos a la junta general.

Art. 12. Remuneración de los administradores. La junta general podrá atribuir a los administradores emolumentos, indemnizaciones o dietas de asistencia que deberán inscribirse en la cuenta de los gastos generales.

Art. 13. Delegación de facultades - Comité de dirección. En el ejercicio de su misión, el consejo de administración creará un comité de dirección cuyos miembros nombrará y podrá revocar libremente. Este comité estará integrado por al menos cuatro (4) miembros, elegidos entre los administradores o fuera de ellos.

El consejo de administración podrá delegar en los miembros del comité de dirección la gestión diaria de la Sociedad y su representación por lo que respecta a dicha gestión diaria, invistiéndoles, dentro de los límites previstos por la Ley y los estatutos, de las facultades de dirección más amplias.

La determinación de la política general de la Sociedad seguirá siendo competencia del consejo de administración. El consejo de administración podrá establecer ámbitos específicos de competencia reservados para el mismo.

El consejo de administración y el comité de dirección, dentro del límite de sus respectivas facultades, podrán conceder a cualquier director o cualquier otro agente las delegaciones que estimen convenientes para la gestión y la dirección de la totalidad o de cualquier rama determinada de los asuntos sociales. El consejo de administración fijará la remuneración de los miembros del comité de dirección.

El consejo de administración podrá, asimismo, conferir facultades especiales a uno o varios apoderados o representantes de su elección.

Art. 14. Conflicto de intereses. En el supuesto de que uno o varios administradores tengan algún interés en cualquier operación sujeta a la decisión del consejo de administración que entre en conflicto con los intereses de la Sociedad, deberán advertírselo al consejo y hacer constar esta declaración en el acta de la sesión. Los mismos no podrán participar en la deliberación. Queda entendido que el simple hecho de que el administrador en cuestión sea, asimismo, socio, administrador, apoderado o empleado de un accionista (directo o indirecto) o de una filial, no constituirá un conflicto de intereses. Especialmente, deberán ponerse en conocimiento de la junta general inmediatamente posterior, antes de someter a votación otros acuerdos, las operaciones en las que los administradores tengan un interés opuesto al de la Sociedad.

Las disposiciones que anteceden no serán aplicables en el supuesto de que los acuerdos del consejo de administración o del administrador único se refieran a operaciones corrientes y celebradas en condiciones normales.

Art. 15. Firmas autorizadas. Frente a terceros, la Sociedad quedará obligada, en cualquier circunstancia (incluso en el marco de la gestión diaria), por (i) las firmas conjuntas de dos administradores, (ii) por las firmas conjuntas de dos miembros del comité de dirección, o (iii) por la(s) firma(s) de la(s) persona(s) en la(s) que el consejo de administración o el comité de dirección hayan delegado dichas facultades de firma, pero solo dentro de los límites de las facultades que les hayan sido conferidas, sin que dichas personas tengan que justificar frente a terceros una decisión previa del consejo de administración o del comité de dirección.

IV. Juntas generales

Art. 16. Juntas de accionistas. Cualquier junta de accionistas debidamente constituida representará a todos los accionistas de la Sociedad. Estará investida de las más amplias facultades para ordenar, realizar o ratificar cualesquiera actos relativos a las operaciones de la Sociedad.

En el caso de un socio único, el mismo ejercitará todas las facultades que se le confieren a la junta general. Cualquier referencia en los presentes estatutos a los acuerdos adoptados o a las facultades ejercitadas por la junta general deberá considerarse como una referencia a los acuerdos adoptados o a las facultades ejercitadas por el socio único. Los acuerdos adoptados por el socio único deberán documentarse mediante actas.

De conformidad con la Ley, la junta general ordinaria se celebrará en el domicilio social de la Sociedad o en cualquier otro lugar del municipio del domicilio social indicado en la notificación de convocatoria, a las 11:00 el último miércoles del mes de junio. Si dicho día no fuese un día hábil para las entidades de crédito en Luxemburgo, la junta general ordinaria se celebrará en el día hábil inmediatamente posterior a la misma hora.

La junta general ordinaria podrá celebrarse en cualquier otro municipio o en el extranjero si el consejo de administración comprueba, de forma inapelable, que así lo requieren circunstancias excepcionales. Podrán celebrarse otras juntas de accionistas en las fechas y horas que se indiquen en las respectivas notificaciones de convocatoria.

Los accionistas podrán participar en una junta general mediante conferencia telefónica, videoconferencia u otros medios de comunicación similares gracias a los cuales (i) los accionistas que participen en la junta puedan ser identificados, (ii) todas las personas que participen en la junta puedan escuchar y hablar con los otros participantes, (iii) la junta se retransmita de manera continua y (iv) los accionistas puedan deliberar válidamente; la participación en una junta por dichos medios equivaldrá a la presencia en persona en tal junta.

Art. 17. Convocatoria, acuerdos. Los plazos de convocatoria y quórum requeridos por la Ley serán aplicables a las notificaciones de convocatoria y a la celebración de las juntas generales, en la medida en que no se disponga lo contrario en los estatutos.

La convocatoria contendrá el orden del día, el lugar, la fecha y la hora de la junta general. Cada acción dará derecho a un voto.

Sin perjuicio de las disposiciones legales para la modificación de los estatutos, los acuerdos de la junta general debidamente convocada se adoptarán por mayoría simple de los accionistas presentes o representados cualquiera que sea el número de acciones representadas.

Cada accionista podrá participar en cualquier junta general designando un apoderado por escrito, ya sea por carta, fax o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente.

Si todos los accionistas de la Sociedad están presentes o representados, y declaran haber sido debidamente convocados e informados del orden del día de la junta, la misma podrá celebrarse sin convocatoria previa.

Art. 18. Actas de la junta general. Las actas de cualquier junta general deberán ir firmadas por el presidente de la junta, el secretario y los escrutadores.

Las copias o extractos de actas deberán ir certificadas por el presidente del consejo de administración, el secretario y un administrador o conjuntamente por dos administradores.

V. Cuentas anuales, Reparto de beneficios, Reservas

Art. 19. Ejercicio social. El ejercicio social comenzará el uno de enero y terminará el treinta y uno de diciembre de cada año.

Art. 20. Vigilancia. El control de los documentos contables anuales de la Sociedad se encomendará a uno o varios auditores independientes ("réviseurs d'entreprises agréés") nombrados por el consejo de administración por un periodo de un año. Cuando el cargo de los auditores llegue a su expiración y no sea renovado, cesará tras la junta general ordinaria a la que corresponda decidir sobre las cuentas del ejercicio precedente.

Los auditores presentarán su informe al consejo de administración.

Art. 21. Cuentas anuales, Aplicación del resultado, Reservas. Cada año, el consejo de administración elaborará un inventario y formulará las cuentas anuales de la Sociedad.

Un mes antes de la junta general ordinaria, el consejo de administración entregará los documentos, junto con un informe sobre las operaciones de la Sociedad al auditor, que deberá redactar un informe conteniendo sus propuestas.

Quince días antes de la junta general ordinaria, los accionistas podrán consultar en el domicilio social las cuentas anuales, el informe de gestión del consejo de administración, el informe del auditor y los demás documentos prescritos por la Ley.

Sobre el beneficio neto anual de la Sociedad se deducirá el cinco por ciento (5%) que se destinará a la reserva legal. Esta deducción dejará de ser obligatoria cuando la reserva legal alcance el diez por ciento (10%) del capital social. La junta general decidirá la aplicación del saldo restante del beneficio neto anual.

El consejo de administración podrá pagar dividendos en euros o en cualquier otra divisa que el consejo determine en su lugar. El consejo de administración podrá acordar pagar dividendos a cuenta en las condiciones y dentro de los límites fijados por la Ley.

VI. Disolución, Liquidación

Art. 22. Disolución y liquidación. La Sociedad no se disolverá por el fallecimiento, la suspensión de los derechos cívicos, la suspensión de pagos, la liquidación o la quiebra del accionista único.

La Sociedad podrá disolverse, en cualquier momento, mediante un acuerdo de la junta general, siguiendo el procedimiento previsto para la modificación de los estatutos. En caso de disolución de la Sociedad, se procederá a la liquidación de la que se encargarán uno o varios liquidadores, que podrán ser personas físicas o jurídicas, designados por acuerdo de la junta general que acuerde esta liquidación.

La junta general fijará sus facultades y su remuneración.

El activo neto de liquidación servirá en primer lugar para reembolsar el importe desembolsado de las acciones. Si todas las acciones no son desembolsadas en la misma proporción, los liquidadores restablecerán el equilibrio ya sea mediante solicitud de dividendos pasivos o mediante un reparto previo, repartándose el saldo de manera igual entre todas las acciones.

VI. Disposiciones generales

Art. 23. Modificación de los estatutos. La junta general extraordinaria podrá modificar en cualquier momento los presentes estatutos en las condiciones de quórum y de mayoría previstos por la Ley.

Art. 24. Derecho aplicable. Todos los asuntos no contemplados expresamente en los presentes estatutos se regirán por la Ley.

Annexe B - Anexo B

Statuts de la Société Absorbante en vigueur après la Fusion suivi d'une traduction espagnole

1. Dénomination, Siège, Durée de la société, Objet

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il existe entre les propriétaires actuels ou futurs des actions une société anonyme sous la dénomination de «Lombard Odier (Europe) S.A.» qui est régie par le droit luxembourgeois et notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), telle que modifiée et les présents statuts (la «Société»).

La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra encore établir, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux de représentation. Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit au Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège social, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la réception de dépôts ou d'autres fonds remboursables du public et l'octroi de crédits ainsi que toutes autres activités qu'un établissement de crédit peut accomplir conformément à la loi luxembourgeoise y compris celles d'une société d'investissement.

La Société peut aussi prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères par l'achat, la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, certificats d'obligations, reconnaissances de dettes, et toutes autres valeurs mobilières ainsi que l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut prêter ou emprunter, avec ou sans garantie, à condition que les sommes empruntées soient exclusivement affectées à la réalisation de l'objet de la Société ou à celui des filiales, sociétés associées ou affiliées à la Société. De manière générale, la Société peut assurer toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou immobilières y compris donner des garanties et investir ou utiliser des instruments dérivés pouvant être utiles à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut accomplir son objet au Luxembourg et à l'étranger.

II. Capital social et Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à vingt-quatre millions cent deux mille Euros (EUR 24.102.000,-), représenté par vingt-quatre mille cent deux (24.102) actions nominatives, sans désignation de valeur, entièrement souscrites et libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une résolution des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des statuts.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites et selon les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Actions. Toutes les actions de la Société seront uniquement émises sous forme nominative. Un registre des actionnaires est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son domicile, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient. La propriété des actions est établie par inscription dans ledit registre. Un certificat constatant cette inscription sera délivrée sur demande de l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du conseil d'administration.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si plusieurs personnes, à quelque titre ou de quelque façon que ce soit sont intéressées dans une seule et même action, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet, ou conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres documents, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

III. Administration

Art. 8. Conseil d'administration. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont élus pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans et sont rééligible(s).

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, celle-ci doit désigner un représentant permanent qui exécutera cette mission au nom et pour compte de celle-ci.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale, qui détermine également leur nombre et la durée de leur mandat.

Un administrateur peut être révoqué sans cause à tout moment par une résolution adoptée par l'assemblée générale.

Le mandat des administrateurs venant à expiration et non renouvelé cesse d'office à la suite de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants peuvent élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir provisoirement au remplacement du poste devenu vacant. La prochaine assemblée générale procède à l'élection définitive.

Art. 9. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres et peut désigner un ou plusieurs vice-président(s) et un secrétaire, administrateur ou non qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil et des décisions de l'assemblée générale ou des résolutions prises par l'associé unique. Le président préside toutes les réunions du conseil d'administration et toute assemblée générale. En son absence, l'assemblée générale ou les autres administrateurs (le cas échéant) nomme(nt) un autre président qui préside la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président ou d'un des vice-présidents en cas d'empêchement de ce dernier ou de deux administrateurs. Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration est donnée à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. L'avis de convocation, donné par écrit, télécopie ou e-mail, spécifie l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou représentés et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur donné par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échéancier préalablement adopté par une résolution du conseil d'administration.

Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion en désignant par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur pour le représenter et voter en son nom et à sa place.

Un administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en continu et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion. La réunion par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de parité des votes, la voix du président du conseil d'administration sera prépondérante.

Le conseil d'administration peut également, en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les administrateurs sont aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et sont établies par lettre, télécopie, ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Art. 10. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ou des résolutions de l'administrateur unique. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion en question et le secrétaire (sauf s'il en est décidé autrement durant la réunion).

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le président, le secrétaire ou deux administrateurs, respectivement par l'administrateur unique.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société et qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou les statuts à l'assemblée générale.

Art. 12. Rémunération des administrateurs. L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs des émoluments, des indemnités ou des jetons de présence à inscrire au compte des frais généraux.

Art. 13. Délégation de pouvoirs - Comité de direction. Dans l'exercice de sa mission, le conseil d'administration institue un comité de direction dont il nomme et peut révoquer librement les membres. Ce comité est composé de deux (2) membres, au moins, choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Le conseil d'administration délègue aux membres du comité de direction la gestion journalière de la Société et sa représentation en ce qui concerne cette gestion journalière, les investissant, dans les limites de la Loi et des statuts, des pouvoirs de direction les plus larges.

La détermination de la politique générale de la Société reste du ressort du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déterminer des domaines spécifiques de compétences qui lui sont réservés.

Le conseil d'administration fixe la rémunération des membres du comité de direction.

Le conseil d'administration et le comité de direction, dans la limite de leurs pouvoirs d'attribution respectifs, peuvent consentir à des directeurs et autres agents telles délégations qu'ils jugent convenir pour la gestion et la direction de l'ensemble ou de telle branche déterminée des affaires sociales.

Le conseil d'administration pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à la décision du conseil d'administration, ils sont tenus d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Ils ne peuvent prendre part à la délibération. Il est entendu que le simple fait que l'administrateur en cause soit également associé, administrateur, fondé de pouvoirs ou employé d'un actionnaire (direct ou indirect) ou d'une filiale ne soit pas constitutif d'un conflit d'intérêt. Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles les administrateurs auraient eu un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du conseil d'administration ou de l'administrateur unique concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société est engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs, (ii) par les signatures conjointes de deux membres du comité de direction, ou (iii) par la(es) signature(s) de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration, ou le comité de direction, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés, lesquelles personnes n'ayant pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration ou du comité de direction.

IV. Assemblées générales

Art. 16. Assemblées des actionnaires. Toute assemblée des actionnaires régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale. Toute référence dans les présents statuts aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est à considérer comme une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'assemblée générale annuelle se tient conformément à la Loi au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations le dernier mercredi du mois de juin à 11h00 de chaque année. Si ce jour est férié pour les établissements de crédit à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tient le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle peut se tenir dans une autre commune ou à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des actionnaires peuvent se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une assemblée générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) l'assemblée est retransmise en continu et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne.

Art. 17. Convocation, Délibérations. Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite des assemblées générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les statuts.

La convocation contient l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée générale.

Chaque action donne droit à une voix.

Sous réserve des dispositions légales pour les modifications de statuts, les décisions de l'assemblée générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés quel que soit le nombre d'actions représentées.

Chaque actionnaire peut participer à toute assemblée générale en désignant un mandataire par écrit, soit par lettre, par télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 18. Procès-verbaux de l'assemblée générale. Les procès-verbaux de toute assemblée générale sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et les scrutateurs.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, par le secrétaire et un administrateur ou conjointement par deux administrateurs.

V. Comptes annuels, Répartition des bénéfices, Réserves

Art. 19. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Surveillance. Le contrôle des documents comptables annuels de la Société est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommés par le conseil d'administration pour une durée d'un an.

Le mandat des réviseurs d'entreprises agréés venant à expiration et non renouvelé cesse à la suite de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

Les réviseurs d'entreprises agréés remettent leur rapport au conseil d'administration.

Art. 21. Comptes annuels, Affectation des bénéfices, Réserves. Chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels de la Société.

Le conseil d'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois avant l'assemblée générale annuelle au réviseur d'entreprise agréé qui doit faire un rapport contenant ses propositions.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social des comptes annuels, du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport du réviseur d'entreprises agréé et des autres documents prescrits par la Loi.

Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration au lieu et place choisis par le conseil. Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

VI. Dissolution, Liquidation

Art. 22. Dissolution et Liquidation. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'actionnaire unique.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts. En cas de dissolution de la Société, il est procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, nommés par la décision de l'assemblée générale décidant cette liquidation. L'assemblée générale détermine les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

L'actif net de liquidation sert d'abord à rembourser le montant libéré des actions. Si toutes les actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent l'équilibre soit par appel de fonds soit par une répartition préalable, le solde étant réparti de manière égale entre toutes les actions.

VI. Dispositions générales

Art. 23. Modifications statutaires. Les présents statuts peuvent être modifiés de tout temps par l'assemblée générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 24. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts sont réglées conformément à la Loi.

Traducción al Castellano de los Estatutos sociales de la Sociedad Absorbente tras la Fusión

I. Denominación, domicilio social, duración de la sociedad, objeto

Art. 1. Forma y Denominación. Existe entre los propietarios actuales o futuros de las acciones, una sociedad anónima con la denominación de "Lombard Odier (Europe) S.A." que se registrará por el derecho luxemburgués y, en particular, por la ley de 10 de agosto de 1915 sobre sociedades mercantiles (en lo sucesivo, la "Ley"), en su versión modificada y por los presentes estatutos (en lo sucesivo, la "Sociedad").

La Sociedad podrá tener un accionista único o varios accionistas.

Art. 2. Domicilio social. El domicilio social se encuentra en Luxemburgo, Gran Ducado de Luxemburgo. Mediante simple acuerdo del consejo de administración podrá ser transferido dentro de los límites del municipio de Luxemburgo. El consejo de administración podrá, asimismo, establecer, tanto en el Gran Ducado de Luxemburgo como en el extranjero, filiales, sucursales, agencias y oficinas de representación. El domicilio social de la Sociedad podrá ser transferido a cualquier otro lugar de Luxemburgo por acuerdo de la junta general siguiendo el procedimiento previsto para la modificación de los estatutos.

En el supuesto de que, a juicio del consejo de administración, se hubieran producido o estuvieran a punto de producirse acontecimientos extraordinarios de orden político o militar que puedan interferir en las actividades que la Sociedad realiza normalmente en su domicilio social, o en las comunicaciones entre dicho domicilio y personas radicadas en el extranjero, dicho domicilio social podrá trasladarse provisionalmente al extranjero hasta tanto no cesen por completo dichos acontecimientos anormales. No obstante, dicha medida transitoria no afectará en ningún caso a la nacionalidad de la Sociedad que, pese al traslado provisional de su domicilio social, seguirá siendo una sociedad luxemburguesa.

Art. 3. Duración. La Sociedad se constituye por tiempo indefinido.

Art. 4. Objeto. La Sociedad tiene por objeto la recepción de depósitos u otros fondos reembolsables del público y la concesión de créditos, así como cualesquiera otras actividades que pueda realizar una entidad de crédito conforme a la ley luxemburguesa, incluidas las de una sociedad de inversión.

La Sociedad podrá, asimismo, adquirir participaciones de cualquier forma, en sociedades luxemburguesas o extranjeras mediante la compra, venta, canje o de otro modo, de acciones, obligaciones, certificados de obligaciones, reconocimientos de deuda, y cualesquiera otros valores mobiliarios así como la administración, desarrollo y gestión de su cartera.

La Sociedad podrá prestar o tomar en préstamo, con o sin garantía, siempre que las sumas tomadas en préstamo estén exclusivamente afectadas a la realización del objeto de la Sociedad o al de las filiales, empresas asociadas o afiliadas a la Sociedad. Por regla general, la Sociedad podrá realizar cualesquier operaciones financieras, mercantiles, industriales o inmobiliarias e incluso prestar garantías, e invertir o utilizar instrumentos derivados que puedan resultar útiles para el cumplimiento y desarrollo de su objeto.

La Sociedad podrá realizar su objeto tanto en Luxemburgo y como en el extranjero.

II. Capital social y acciones

Art. 5. El capital social se fija en veinticuatro millones ciento dos mil euros (24.102.000 €), representado por veinticuatro mil ciento dos (24.102) acciones nominativas, emitidas sin valor nominal, íntegramente suscritas y desembolsadas.

El capital social podrá ser aumentado o disminuido por acuerdo de los accionistas siguiendo el procedimiento previsto para la modificación de los estatutos.

La Sociedad podrá recomprar sus propias acciones dentro de los límites y condiciones previstos por la Ley.

Art. 6. Acciones. Todas las acciones de la Sociedad se emitirán únicamente en forma nominativa.

Un libro registro de accionistas se mantendrá en el domicilio social de la Sociedad, donde podrá ser consultado por cualquier accionista. En dicho Libro Registro deberán figurar el nombre de cada propietario de acciones, su domicilio y el número de acciones que posea. La inscripción en dicho registro acreditará la propiedad de las acciones. A petición del accionista, se expedirá un certificado acreditativo de dicha inscripción. Dicho certificado deberá ir firmado por dos miembros del consejo de administración.

La Sociedad reconoce un solo propietario por acción. Si varias personas están, en cualquier concepto o forma, interesadas en una sola y misma acción, la Sociedad tendrá derecho a suspender el ejercicio de los derechos inherentes a la misma hasta que se designe una sola persona como propietaria de la acción.

Art. 7. Transmisión de las acciones. La transmisión de las acciones podrá realizarse mediante una declaración escrita de la transmisión inscrita en el libro registro de accionistas, que deberá ir firmada por el transmitente y el adquirente, o por las personas a las que se hayan conferido poderes de representación bastantes a tal efecto, o de conformidad con lo dispuesto en el artículo 1690 del código civil luxemburgués relativas a la cesión de créditos.

La Sociedad podrá aceptar, asimismo, como prueba de la transmisión de las acciones, otros documentos que, a su juicio, acrediten suficientemente el consentimiento del transmitente y del adquirente.

III. Administración

Art. 8. Consejo de administración. La Sociedad estará administrada por un consejo de administración integrado por al menos tres (3) administradores que no será preciso que reúnan la condición de accionistas de la Sociedad.

Los administradores serán elegidos por un periodo que no excederá de seis (6) años, pudiendo ser reelegidos.

Cuando una persona jurídica sea nombrada administrador de la Sociedad, deberá nombrar un representante permanente que ejecutará esta misión en nombre y representación de la misma. Los administradores serán elegidos por la junta general, que determinará, asimismo, su número y la duración de su cargo.

Cualquier administrador podrá ser cesado en todo momento sin motivo justificado mediante un acuerdo adoptado por la junta general.

Cuando el cargo de los administradores llegue a su expiración y no sea renovado, cesará de oficio tras la junta general ordinaria a la que corresponda decidir sobre las cuentas del ejercicio precedente.

En el supuesto de que se produzca una vacante en el cargo de administrador por causa de fallecimiento, jubilación o cualquier otra causa, los restantes administradores podrán elegir, por mayoría de votos, un administrador para cubrir temporalmente dicha vacante. Los accionistas adoptarán una decisión definitiva sobre dicho nombramiento en la junta general inmediatamente posterior.

Art. 9. Reuniones del consejo de administración. El consejo de administración elegirá de entre sus miembros un presidente y podrá elegir uno o varios vicepresidentes y un secretario, que no tendrá que reunir necesariamente la calidad de administrador y que se encargará de redactar y custodiar las actas de las reuniones celebradas por el consejo de administración y de los acuerdos de la junta general o de los acuerdos adoptados por el socio único. El presidente presidirá todas las reuniones del consejo de administración y todas las juntas de accionistas. No obstante, en ausencia de este, y por mayoría simple, la junta general o los otros administradores podrán designar, en su caso, a otra persona para que presida dicha reunión.

Previa convocatoria efectuada a tal efecto por el presidente, o por uno de los vicepresidentes en caso de impedimento de este último, o de dos de sus administradores, el consejo de administración se reunirá al menos una vez al trimestre.

Las reuniones del consejo de administración se notificarán por escrito a todos los administradores con una antelación mínima de 48 horas a la hora fijada para la celebración de la misma, salvo en los casos de urgencia, en cuyo caso deberá indicarse en la notificación de convocatoria la naturaleza de dicha urgencia. La notificación de convocatoria, enviada por escrito, fax o correo electrónico, deberá especificar la hora, el lugar y el orden del día de la reunión.

La reunión podrá celebrarse válidamente sin necesidad de efectuar una notificación de convocatoria previa, siempre que se encuentren presentes o representados todos los administradores y estos declaren considerarse debidamente convocados e informados del orden del día. Cualquier administrador podrá renunciar a dicha notificación escrita mediante consentimiento prestado por escrito por carta, fax o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente. No será preciso efectuar una notificación independiente con respecto a las reuniones que se celebren en los lugares y horas establecidos en un calendario previamente aprobado mediante un acuerdo del consejo de administración.

Cualquier administrador podrá hacerse representar en las reuniones del consejo de administración, nombrando por escrito, mediante carta, fax o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente, a otro administrador para que le represente y vote en su lugar.

Un administrador no podrá representar a más de uno de sus colegas.

Los administradores podrán participar en las reuniones del consejo de administración mediante conferencia telefónica, videoconferencia u otros medios de comunicación similares gracias a los cuales (i) los administradores que participen en la reunión puedan ser identificados, (ii) todas las personas que participen en la reunión puedan escuchar y hablar con los otros participantes, (iii) la reunión se retransmita de manera continua y (iv) los administradores puedan deliberar válidamente; la participación en una reunión por dichos medios equivaldrá a la presencia en persona en tal reunión. La reunión celebrada por dichos medios de comunicación a distancia se considerará celebrada en el domicilio social de la Sociedad.

El consejo de administración sólo podrá deliberar y adoptar acuerdos válidos cuando se encuentren, presentes o representados la mayoría de los administradores. Los acuerdos se adoptarán por mayoría de los votos de los administradores presentes o representados en la reunión. El presidente tendrá un voto dirimente en caso de que se produzca un empate.

El consejo de administración podrá, asimismo, en cualquier circunstancia y en todo momento, con el consentimiento unánime, adoptar acuerdos por vía circular, teniendo los acuerdos escritos firmados por todos los administradores la misma validez y eficacia que los adoptados en una reunión debidamente convocada y celebrada. Las firmas podrán figurar en un solo documento o en varias copias del mismo acuerdo y se harán constar por carta, fax, o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente.

Art. 10. Actas de las reuniones del consejo de administración o de los acuerdos del administrador único. Las actas de cualquier reunión del consejo de administración irán firmadas por el presidente de la reunión y por el secretario, salvo que se acuerde otra cosa durante la reunión.

Las copias o los extractos de las actas que deban presentarse en procedimientos judiciales o de cualquier otro tipo deberán ir firmados por el presidente, por el secretario o por dos administradores, o por el administrador único, respectivamente.

Art. 11. Facultades del consejo de administración. El consejo de administración está investido de las más amplias facultades para realizar todos los actos de administración y de disposición en interés de la Sociedad que no estén expresamente reservados por la Ley o los presentes estatutos a la junta general.

Art. 12. Remuneración de los administradores. La junta general podrá atribuir a los administradores emolumentos, indemnizaciones o dietas de asistencia que deberán inscribirse en la cuenta de los gastos generales.

Art. 13. Delegación de facultades - Comité de dirección. En el ejercicio de su misión, el consejo de administración creará un comité de dirección cuyos miembros nombrará y podrá revocar libremente. Este comité estará integrado por al menos dos (2) miembros, elegidos entre los administradores o fuera de ellos.

El consejo de administración podrá delegar en los miembros del comité de dirección la gestión diaria de la Sociedad y su representación por lo que respecta a dicha gestión diaria, invistiéndoles, dentro de los límites previstos por la Ley y los estatutos, de las facultades de dirección más amplias.

La determinación de la política general de la Sociedad seguirá siendo competencia del consejo de administración. El consejo de administración podrá establecer ámbitos específicos de competencia reservados para el mismo.

El consejo de administración y el comité de dirección, dentro del límite de sus respectivas facultades, podrán conceder a cualquier director o cualquier otro agente las delegaciones que estimen convenientes para la gestión y la dirección de la totalidad o de cualquier rama determinada de los asuntos sociales. El consejo de administración fijará la remuneración de los miembros del comité de dirección.

El consejo de administración podrá, asimismo, conferir facultades especiales a uno o varios apoderados o representantes de su elección.

Art. 14. Conflicto de intereses. En el supuesto de que uno o varios administradores tengan algún interés en cualquier operación sujeta a la decisión del consejo de administración que entre en conflicto con los intereses de la Sociedad, deberán advertírselo al consejo y hacer constar esta declaración en el acta de la sesión. Los mismos no podrán participar en la deliberación. Queda entendido que el simple hecho de que el administrador en cuestión sea, asimismo, socio, administrador, apoderado o empleado de un accionista (directo o indirecto) o de una filial, no constituirá un conflicto de intereses. Especialmente, deberán ponerse en conocimiento de la junta general inmediatamente posterior, antes de someter a votación otros acuerdos, las operaciones en las que los administradores tengan un interés opuesto al de la Sociedad.

Las disposiciones que anteceden no serán aplicables en el supuesto de que los acuerdos del consejo de administración o del administrador único se refieran a operaciones corrientes y celebradas en condiciones normales.

Art. 15. Firmas autorizadas. Frente a terceros, la Sociedad quedará obligada, en cualquier circunstancia (incluso en el marco de la gestión diaria), por (i) las firmas conjuntas de dos administradores, (ii) por las firmas conjuntas de dos miembros del comité de dirección, o (iii) por la(s) firma(s) de la(s) persona(s) en la(s) que el consejo de administración o el comité de dirección hayan delegado dichas facultades de firma, pero solo dentro de los límites de las facultades que les hayan sido conferidas, sin que dichas personas tengan que justificar frente a terceros una decisión previa del consejo de administración o del comité de dirección.

IV. Juntas generales

Art. 16. Juntas de accionistas. Cualquier junta de accionistas debidamente constituida representará a todos los accionistas de la Sociedad. Estará investida de las más amplias facultades para ordenar, realizar o ratificar cualesquiera actos relativos a las operaciones de la Sociedad.

En el caso de un socio único, el mismo ejercerá todas las facultades que se le confieren a la junta general. Cualquier referencia en los presentes estatutos a los acuerdos adoptados o a las facultades ejercitadas por la junta general deberá considerarse como una referencia a los acuerdos adoptados o a las facultades ejercitadas por el socio único. Los acuerdos adoptados por el socio único deberán documentarse mediante actas.

De conformidad con la Ley, la junta general ordinaria se celebrará en el domicilio social de la Sociedad o en cualquier otro lugar del municipio del domicilio social indicado en la notificación de convocatoria, a las 11:00 el último miércoles del mes de junio. Si dicho día no fuese un día hábil para las entidades de crédito en Luxemburgo, la junta general ordinaria se celebrará en el día hábil inmediatamente posterior a la misma hora.

La junta general ordinaria podrá celebrarse en cualquier otro municipio o en el extranjero si el consejo de administración comprueba, de forma inapelable, que así lo requieren circunstancias excepcionales. Podrán celebrarse otras juntas de accionistas en las fechas y horas que se indiquen en las respectivas notificaciones de convocatoria.

Los accionistas podrán participar en una junta general mediante conferencia telefónica, videoconferencia u otros medios de comunicación similares gracias a los cuales (i) los accionistas que participen en la junta puedan ser identificados, (ii) todas las personas que participen en la junta puedan escuchar y hablar con los otros participantes, (iii) la junta se

retransmita de manera continua y (iv) los accionistas puedan deliberar válidamente; la participación en una junta por dichos medios equivaldrá a la presencia en persona en tal junta.

Art. 17. Convocatoria, Acuerdos. Los plazos de convocatoria y quórum requeridos por la Ley serán aplicables a las notificaciones de convocatoria y a la celebración de las juntas generales, en la medida en que no se disponga lo contrario en los estatutos.

La convocatoria contendrá el orden del día, el lugar, la fecha y la hora de la junta general. Cada acción dará derecho a un voto.

Sin perjuicio de las disposiciones legales para la modificación de los estatutos, los acuerdos de la junta general debidamente convocada se adoptarán por mayoría simple de los accionistas presentes o representados cualquiera que sea el número de acciones representadas.

Cada accionista podrá participar en cualquier junta general designando un apoderado por escrito, ya sea por carta, fax o correo electrónico recibido en circunstancias que permitan confirmar la identidad del remitente.

Si todos los accionistas de la Sociedad están presentes o representados, y declaran haber sido debidamente convocados e informados del orden del día de la junta, la misma podrá celebrarse sin convocatoria previa.

Art. 18. Actas de la junta general. Las actas de cualquier junta general deberán ir firmadas por el presidente de la junta, el secretario y los escrutadores.

Las copias o extractos de actas deberán ir certificadas por el presidente del consejo de administración, el secretario y un administrador o conjuntamente por dos administradores.

V. Cuentas anuales, Reparto de beneficios, Reservas

Art. 19. Ejercicio social. El ejercicio social comenzará el uno de enero y terminará el treinta y uno de diciembre de cada año.

Art. 20. Vigilancia. El control de los documentos contables anuales de la Sociedad se encomendará a uno o varios auditores independientes ("réviseurs d'entreprises agréés") nombrados por el consejo de administración por un periodo de un año. Cuando el cargo de los auditores llegue a su expiración y no sea renovado, cesará tras la junta general ordinaria a la que corresponda decidir sobre las cuentas del ejercicio precedente.

Los auditores presentarán su informe al consejo de administración.

Art. 21. Cuentas anuales, aplicación del resultado, reservas. Cada año, el consejo de administración elaborará un inventario y formulará las cuentas anuales de la Sociedad.

Un mes antes de la junta general ordinaria, el consejo de administración entregará los documentos, junto con un informe sobre las operaciones de la Sociedad al auditor, que deberá redactar un informe conteniendo sus propuestas.

Quince días antes de la junta general ordinaria, los accionistas podrán consultar en el domicilio social las cuentas anuales, el informe de gestión del consejo de administración, el informe del auditor y los demás documentos prescritos por la Ley.

Sobre el beneficio neto anual de la Sociedad se deducirá el cinco por ciento (5%) que se destinará a la reserva legal. Esta deducción dejará de ser obligatoria cuando la reserva legal alcance el diez por ciento (10%) del capital social. La junta general decidirá la aplicación del saldo restante del beneficio neto anual.

El consejo de administración podrá pagar dividendos en euros o en cualquier otra divisa que el consejo determine en su lugar. El consejo de administración podrá acordar pagar dividendos a cuenta en las condiciones y dentro de los límites fijados por la Ley.

VI. Disolución, Liquidación

Art. 22. Disolución y liquidación. La Sociedad no se disolverá por el fallecimiento, la suspensión de los derechos cívicos, la suspensión de pagos, la liquidación o la quiebra del accionista único.

La Sociedad podrá disolverse, en cualquier momento, mediante un acuerdo de la junta general, siguiendo el procedimiento previsto para la modificación de los estatutos. En caso de disolución de la Sociedad, se procederá a la liquidación de la que se encargarán uno o varios liquidadores, que podrán ser personas físicas o jurídicas, designados por acuerdo de la junta general que acuerde esta liquidación. La junta general fijará sus facultades y su remuneración.

El activo neto de liquidación servirá en primer lugar para reembolsar el importe desembolsado de las acciones. Si todas las acciones no son desembolsadas en la misma proporción, los liquidadores restablecerán el equilibrio ya sea mediante solicitud de dividendos pasivos o mediante un reparto previo, repartándose el saldo de manera igual entre todas las acciones.

VI. Disposiciones generales

Art. 23. Modificación de los estatutos. La junta general extraordinaria podrá modificar en cualquier momento los presentes estatutos en las condiciones de quórum y de mayoría previstos por la Ley.

Art. 24. Derecho aplicable. Todos los asuntos no contemplados expresamente en los presentes estatutos se regirán por la Ley.

Référence de publication: 2013060001/1759.

(130073198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2013.

RJ - Renovation Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4599 Differdange, 33, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.984.

L'an deux mille treize, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Ricardo Filipe FRETAS JARDIM, peintre, né le 20 avril 1968 à Imaculado/Coracao de Maria (Portugal) demeurant à L-4601 Differdange, 6, avenue de la Liberté,

agissant en son nom personnel et en sa qualité d'associé et de gérant unique de la société ci-après nommée.

Lequel comparant déclare qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée «RJ-RENOVATION S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-3831 Schiffange, 4, rue Dicks, société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, en date du 12 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2275 du 20 novembre 2009, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 148.984

Ensuite le comparant agissant en sa dite qualité, représentant l'intégralité du capital social, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

Le comparant décide de transférer le siège social de la société de L-3831 Schiffange, 4, rue Dicks à L-4599 Differdange, 33, rue J.F. Kennedy et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social de la société est établi à Differdange.»

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: FRETAS JARDIM, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29/03/2013. Relation: EAC/2013/4389. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 2 avril 2013.

Référence de publication: 2013042843/35.

(130052117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

**Groupe Raco S.A., Société Anonyme,
(anc. Groupe Arak S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 154.483.

L'an deux mille treize, le dix-neuf mars

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Groupe ARAK S.A., avec siège social à L-1471 Luxembourg, 217 Route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 21 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1929 du 17 septembre 2010 et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu le 21 juin 2012 par le Notaire Francis KESSELER, de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1842 du 27 juillet 2012, et d'un acte reçu le 16 novembre 2012 par le notaire Anja HOLTZ, soussignée, de résidence à Esch-sur-Alzette, inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 154.483.

L'assemblée est ouverte à 15.15 heures sous la présidence de Monsieur Serge ATLAN, administrateur délégué, demeurant à L-2172 Luxembourg, 5 rue Alphonse München, qui exerce également la fonction de scrutateur, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Nabila BOULKAIBET, demeurant à Audun-le-Tiche (F-)

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société pour lui donner le nom de «GROUPE ARAK S.A.» et modifie en conséquence l'article 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination GROUPE RACO S.A.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 15.30 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 900.- EUR.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: HOLTZ; ATLAN; BOULKAIBET.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 mars 2013. Relation: EAC/2013/3812. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 26 mars 2012.

Signature.

Référence de publication: 2013042672/54.

(130052026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

S.u.P. Taurus SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 133.528.

Der (konsolidierte) Jahresabschluss vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für S.u.P. Taurus SICAV-FIS

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013046397/13.

(130056415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.